

MCCI insights[®]

2020 - 2021

**BEYOND,
a transformation
journey**



CURIMJEE

SINCE 1890

QUAY 11

Phone

Secre

Making headway

Contents



BEYOND, a transformation journey

MCCI insights® is a magazine published by the Mauritius Chamber of Commerce and Industry.

6, Adolphe de Plevitz Street,
Port Louis
Tel: (230): 203 48 30
Fax: (230): 208 00 76
Email: mcci@mcci.org
www.mcci.org

Disclaimer:

The views expressed in the articles of this publication are those of the authors. They do not purport to reflect the positions of the MCCI.

©Reproduction of any material contained in this publication may be made only with the prior written permission of the MCCI.

4-5

Le mot du Président
La Force des Partenariats

6

Editorial
Forging ahead

7-9

Investir dans les secteurs productifs et aussi dans l'éducation, la santé, l'environnement

*Prof. Velayoudom Marimoutou,
Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien*

11-13

Embarking on a transformative journey

14-15

COVID-19 Impact and New Opportunities for Businesses

17-18

Comesa Business Council
Creating an enabling business environment for private sector competitiveness in the COMESA region

19-20

About The SADC Business Council

21

IORBF
Developing a framework for further cooperation

22

Cap Business Océan Indien
Une nouvelle dimension régionale de l'entreprenariat

23

Accord de partenariat
La MCCI Business School s'associe avec la Chambre de métiers et de l'artisanat de La Réunion

24

Sustainable development
British High Commission partners with MCCI to support SMEs in solar innovations

26

La MCCI Business School
L'assurance d'une formation de qualité

29-30

GS1 Standards
Enabling Traceability and Increased Efficiencies

31

Barcode Registration Scheme
Signature d'un Protocole d'accord entre la MCCI et SME Mauritius

32-33

Tax free shopping hit hard by Coronavirus pandemic

35-36

L'accélération de la digitalisation de l'arbitrage international à la suite de la pandémie mondiale du coronavirus

38-39

Digitalisation of Services
Adopting Electronic Procurement in Mauritius

40

170th Anniversary Celebrations

La Force des Partenariats



Guillaume Hugnin, *Président*

C'est avec faste que la MCCI a célébré ses 170 ans le 26 février 2020 lors d'une soirée de gala. Le Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth, nous a honorés de sa présence, et a profité de cette occasion pour partager avec nous sa vision pour l'économie mauricienne. Il a salué la contribution indéniable de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice (MCCI) dans le paysage socio-économique du pays. Le chef du gouvernement a mentionné le rôle clé joué par la Chambre dans le développement du pays, notamment à travers un partenariat public-privé continu grâce auquel elle participe activement à l'élaboration des stratégies et des politiques publiques visant à améliorer le climat des affaires.

Malheureusement, l'année

2020 aura été marquée par une pandémie qui a plongé notre île, comme le reste du monde, dans une crise économique sans précédent. En effet, la Covid-19 a conduit le gouvernement à instaurer un confinement pour enrayer l'épidémie dans l'île. Cela a été une période éprouvante durant laquelle la MCCI a été fortement sollicitée. À titre d'exemple, notre organisation a étroitement collaboré avec les autorités, telles que le ministère de la Santé et la douane, afin d'assurer un approvisionnement régulier de médicaments. Au plus fort de la crise sanitaire, le personnel de la Chambre, que je salue, a abattu un travail colossal dans des conditions difficiles.

Le Fonds monétaire international (FMI) a été on ne peut plus clair : le monde connaît la pire

crise économique depuis la Grande Dépression. Il est bon de se rappeler que notre pays a connu deux périodes de développement important qui ont permis une croissance soutenue, améliorant sensiblement la qualité de vie de tous les citoyens. En effet, durant la période postindépendance, l'économie s'est construite grâce à l'accès à l'éducation et à la création du « Welfare State », et ce dans le respect de la règle fondamentale de la libre entreprise. La deuxième période de développement, qui a débuté dans les années 1980, a conduit à un allègement considérable de la charge fiscale. Cela a donné un souffle nouveau à l'économie de notre pays, l'aidant à se forger une place parmi les économies citées en exemple, amenant certains à la qualifier de « Tigre de l'océan Indien ».

Cependant, vu la conjoncture actuelle, nous faisons face à de nouveaux défis qui mettent sous pression notre modèle économique. Il ne faudrait pas pour autant perdre les principes fondamentaux qui ont fait notre force c'est-à-dire un cadre favorable à la création de richesses afin de mieux la distribuer. Dans ce contexte difficile, la MCCI réitère son engagement à poursuivre sa mission fondamentale, qui est de promouvoir les intérêts de la communauté des affaires afin de contribuer au développement économique de Maurice.

Outre son rôle de représentation vis-à-vis des pouvoirs publics, la MCCI attache beaucoup d'importance au niveau des services offerts aux entrepreneurs et aux entreprises afin de créer un cadre favorable à l'expansion de l'économie nationale. Ainsi, au niveau de la codification des produits, GS1 Mauritius, compagnie subsidiaire de la MCCI, souhaite étendre ses services au secteur de la santé. Les

établissements hospitaliers ont déjà été approchés et sensibilisés par rapport à l'utilisation des codes-barres sur les produits et équipements médicaux.

Au niveau de la MCCI Business School, nous prévoyons un agrandissement de l'école en 2021, non seulement pour accueillir plus d'étudiants répondant ainsi à la demande croissante pour nos cours mais aussi afin d'offrir un environnement plus agréable à nos élèves en améliorant nos facilités et proposer de nouveaux cours tant aux élèves mauriciens que ceux de la région. L'accord récemment signé avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Réunion (La CMAR) nous ouvre l'accès à une panoplie de formation métiers répondant ainsi à la demande de nos membres et opérateurs.

En ce qui concerne le Duty Refund Counter, la MCCI se dote d'un système de remboursement de taxe informatisé et sur-mesure afin de fournir un service avant-gardiste aux voyageurs tant touristes que mauriciens dans le but de favoriser le commerce de produits hors taxe.

Au niveau de la coopération régionale, la Chambre maintiendra son engagement à renforcer les relations avec des organisations régionales du secteur privé, telles que Cap Business océan Indien, le COMESA Business Council, le SADC Business Council et l'Indian Ocean Rim Business Forum. La MCCI se veut également être un partenaire clé dans la coopération bilatérale. Outre les multiples accords existants avec ses partenaires étrangers, elle a élargi son champ d'action à travers deux nouveaux protocoles d'accord. Le premier, un mémorandum signé le 20 octobre 2020 avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Réunion a pour objectif de valoriser les divers métiers à Maurice à travers la formation. La Chambre a également ratifié un protocole d'accord avec le Haut-Commissariat Britannique le 4 novembre 2020. Celui-ci vise à

soutenir le développement durable des PME à travers des subventions sur leur conversion à l'énergie photovoltaïque.

Notre isolement et notre éloignement de nos principaux marchés nous condamnent à la plus grande exigence de compétitivité. Il ne faudrait pas que la distance qui nous sépare de nos principaux marchés et les difficultés actuelles deviennent un handicap insurmontable. Il est important de se remettre en question pour maintenir notre développement économique afin d'assurer une meilleure qualité de vie pour nos citoyens. Pour y parvenir, il est essentiel que nous nous adaptions aux besoins et aux attentes de nos principaux partenaires.

Une nouvelle ère s'ouvre à nous avec de nouveaux défis à l'échelle mondiale. Nous devons donc être vigilants afin de maintenir notre compétitivité industrielle et notre attrait d'île paradisiaque. L'éloignement de nos marchés, qui a été notre attrait, pourrait devenir un handicap. Sachons nous remettre en question afin de poursuivre notre développement économique pour continuer à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens.

À la MCCI, nous continuerons à travailler et à déployer tous les efforts nécessaires pour consolider notre rôle en tant qu'organisation engagée pour le développement des affaires et pour le progrès de notre pays.

" Outre son rôle de représentation vis-à-vis des pouvoirs publics, la MCCI attache beaucoup d'importance au niveau des services offerts aux entrepreneurs et aux entreprises afin de créer un cadre favorable à l'expansion de l'économie nationale."

" Nous devons donc être vigilants afin de maintenir notre compétitivité industrielle et notre attrait d'île paradisiaque."

Forging ahead



Dr. Yousouf Ismaël, *Secretary General*

History has repeated itself after almost 101 years. Not many of us know that on the 19th of May 1919, the Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) gathered urgently. The then President, Mr Louis Goupille, had just been elected and had to tackle a burning issue that was ravaging the island: the Spanish flu. The first contaminated case had been identified on the 2nd of May and three weeks later, the epidemic had already adversely affected key sectors of the economy, amongst which, the docks. The loading and de-loading of goods were stalling and the MCCI had been called to organize negotiations between the key actors to settle out the situation.

A few months into 2020, the entire world was shaken by the Covid-19 pandemic. Saving people's lives became a race against time and many countries, including ours, have reacted quickly to contain the spread of the virus. Again, the MCCI has been called to play an instrumental role in the decision-

making process, working closely with the authorities on several matters, including the reopening of business and commercial units through a well-established protocol. Strong collaborations with stakeholders have allowed us to guide our members and fellow citizens during those dire times.

However, we should realize that what we knew as "business as usual" will not happen anytime soon. It is too early to be able to assess how long the combined health and economic crisis will last and what its long-term consequences might be. For instance, the virus is still very much present in Europe, Great Britain, and the United States. Our core markets are being repeatedly hit by waves of the new coronavirus, forcing them time and again into confinement, and thus, contributing to a deeper magnitude of recession. The consequences for our developing small island state are profoundly felt. Reflecting the worldwide mood, business sentiments and investors' confidence are bleak in Mauritius. Both the government and the private sector have been faced with huge revenue losses while banks find themselves in a position of excess liquidity even if the repo rate is close to zero. Some segments of the business community, often heavily dependent on exports, foreign markets and tourist arrivals, are at a standstill, while most of the others do not wish to indulge into new investment ventures. Consequently, those liquidity traps contribute to the economic contraction and lead to missed opportunities in generating employment and promoting value creation.

Faced with these imperatives, there is an urgent need for a paradigm shift in the way we think, plan and act. However painful and tragic, the

pandemic has been an eye-opener and already, countries are working towards new business models. At the same time, risk-management companies are trying hard to come up with solutions which would bring down systemic risks that threaten to cripple the business community.

How do we reinvent ourselves in such a climate? Consolidating regional cooperation and leveraging on our Free Trade Agreements (FTAs) would prove to be valuable. The figures speak for themselves, only 17 % of trade is done intra-Africa while the FTAs that we have signed gives us access to two thirds of the world market. The MCCI is already paving the way, with the collaboration of the United Nations Development Program, by setting up a Business Intelligence Platform. Its starting point will be here in Mauritius, but the ultimate aim is to be able to extend the project to 16 member states of the South African Development Community.

Other opportunities that the country could explore, and at the same time, contribute significantly to sustainable development, would be the creation of green jobs. As has pointed out the International Labour Organization, if properly managed, climate change action can lead to more and better employment opportunities. Green jobs would also allow us to adapt to this new paradigm shift.

As true patriots, let us work together and lay a new foundation for our country as it embarks on a new economic era, in line with the MCCI's motto: *"Non Nobis Sed Patriae"*, which translates as, *"Not for ourselves but for our country..."*

"Investir dans les secteurs productifs et aussi dans l'éducation, la santé, l'environnement"



Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

Le Secrétaire-Général de la Commission de l'océan Indien a pris ses fonctions au mois de juillet 2020. Dans son entretien, le Prof. Vêlayoudom Marimoutou nous parle des priorités de la COI, de la relance économique dans la région, et d'une nouvelle dimension dans la coopération post Covid 19.

Vous avez pris les commandes du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien le 16 juillet dernier pour un mandat de quatre ans. Quelles sont vos priorités ?

En vérité tout est prioritaire parce que tout est interdépendant. Cela dit, mon mandat s'articulera autour de trois grands axes : la sécurité, le climat et la biodiversité et l'économie. La sécurité car c'est un sujet qui concerne tous les citoyens de l'Indianocéanie. Elle ne se limite pas à la sécurité maritime mais elle reste néanmoins centrale d'autant que notre rapport à l'océan a changé;

c'était hier une contrainte, c'est aujourd'hui un champ d'opportunités. La surveillance de nos espaces maritimes est essentielle. C'est ce que nous faisons notamment avec l'Union européenne (UE) au travers du programme MASE*. Et puis la sécurité, c'est aussi la stabilité politique, et dans ce sens, nous travaillons avec l'Agence française de développement (AFD) à l'élaboration d'un projet paix, stabilité et gouvernance. Il est évident que c'est le socle même de tout développement et il est essentiel que notre région demeure une zone de paix.

Puis, il y a les changements et dérèglements climatiques. L'Indianocéanie est la 3ème région

du monde la plus à risque face aux catastrophes naturelles. Il y a un lien tangible entre l'écologie et l'économie: pêche, tourisme, aménagements côtiers, agriculture, etc... Le climat et la biodiversité en ce sens constituent le capital premier de l'Indianocéanie. C'est un capital naturel qui est un capital économique.

Enfin, troisième point, l'économie. Avec l'impact de la Covid-19, la question qui se pose aujourd'hui est celle des conditions de la relance. Nous devons décider si nous souhaitons faire comme avant ou au contraire, aller vers de nouveaux circuits, produire et consommer différemment et

donc aller vers une croissance plus inclusive. La COI a été mandatée pour proposer un plan de relance qui devra nécessairement impliquer les administrations nationales et aussi, les acteurs économiques. Cet agenda économique, c'est nécessairement celui d'une connectivité améliorée qui doit participer de notre compétitivité régionale. C'est aussi un agenda qui doit donner une place importante au secteur privé, avec lequel nous travaillons de plus en plus notamment avec CapBusiness océan Indien, et aussi aux partenariats publics-privés qui permettent de réaliser des projets structurants pour l'emploi et la croissance.

En tant qu'universitaire et ancien recteur, vous avez nécessairement un intérêt particulier pour l'éducation...

Effectivement, l'éducation comme la santé sont des biens communs. Ce sont des éléments structurels du développement. Pour la santé, on l'a vu avec la Covid-19, il est essentiel de faire preuve de solidarité, de partager les informations et de renforcer les capacités de prévention et de riposte. C'est tout l'objet de notre réseau SEGA* - One Health qui a montré son utilité concrète.

Pour ce qui est de l'éducation, c'est un besoin premier. Le monde d'aujourd'hui, mondialisé et numérique, est un monde de l'intelligence, de la connaissance. Il est essentiel de rendre accessible les apprentissages, les formations, l'information pour former les citoyens et des compétences diversifiées, nouvelles et solides pour répondre aux besoins de développement de nos îles. Parallèlement, c'est aussi la question de la mobilité et de la circulation des hommes, des biens et services et, bien sûr, des idées qui doit trouver des réponses adaptées et respectueuses des souverainetés.

Il existe des disparités au niveau du développement au sein des membres de la COI. Comment, à

vos avis, peut-on combler ces disparités ?

Avant même de parler de disparités de développement, il faut bien noter qu'il y a aussi des différences propres à chacun des États membres de la COI. Nous avons certes, des patrimoines partagés, des défis communs, mais nous avons aussi nos spécificités. C'est ce qui fait la richesse de l'Indianocéanie.

Il serait intéressant que nous apprenions les uns des autres les raisons des succès ou des freins dans les parcours de développement de chacun de nos pays. Il n'y pas de recette miracle mais il apparaît néanmoins essentiel de mobiliser les investissements publics et privés dans les secteurs productifs et peut-être plus encore, dans ce qui est souvent perçu comme des postes de dépenses, à savoir l'éducation, la formation, la santé et la préservation des milieux naturels.

Seul, chaque État membre ne peut faire face à certains défis. La COI a donc une responsabilité d'accompagnement de ses États membres afin de les rendre plus résilients. Comment ? Via la mise en œuvre de projets couvrant plusieurs secteurs, en fonction des besoins émis par les États, et avec l'appui apprécié de nombreux partenaires au développement tels que l'Union européenne, l'Agence française de développement, la Banque mondiale, etc...

Promouvoir les échanges au sein de la région signifie aussi bonne connectivité. Or, c'est un problème qui est toujours débattu, mais pas résolu. Peut-on prévoir des développements dans ce secteur ?

Le premier grand développement, et j'en ai été témoin, c'est la connexion du câble METISS à Maurice. C'est tout de même le câble le plus puissant de la sous-région qui relie Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du

Sud. C'est un exemple concret de la capacité de mobilisation de la COI, de sa capacité à structurer un projet d'envergure avec le secteur privé (dont Emtel et CEB FiberNet de Maurice, ndlr). C'est une infrastructure qui n'apporte pas qu'une révolution numérique. C'est une révolution de société puisqu'il sera possible de faire de l'éducation différemment, de faire de la santé différemment, d'innover et d'accroître la productivité dans le secteur des services.

Concernant le maritime, la COI bénéficie d'un soutien du Japon pour engager les parties prenantes publiques et privées de la région dans des consultations sur le transport maritime régional. Il s'agira de trouver un modèle qui réponde à nos besoins compte tenu de l'évolution du secteur au niveau international qui pourrait conduire à la marginalisation graduelle de certaines, voire toutes nos îles.

Et puis la connectivité c'est bien sûr l'aérien. Et la pandémie de Covid-19 a montré les fragilités intrinsèques du secteur. Faut-il continuer avec les égoïsmes nationaux et la fierté de faire voler des compagnies nationales déficitaires ou bien réinventer le secteur, opter pour une compagnie régionale ? Le plaidoyer a été fait par la COI en 2012. Le statut quo n'est pas une option. L'Alliance Vanille des transporteurs aériens créée en 2016 a montré les limites d'une coopération entre concurrents. Il faudra donc se décider à utiliser des gros mots comme fusion, partenariat stratégique, ouverture du ciel, ...

Comment la COI envisage-t-elle cette nouvelle ère de coopération Post Covid-19 ?

Malheureusement, les pandémies ou épidémies révèlent souvent, pour nos États insulaires, nos vulnérabilités et ce besoin, cette nécessité même, de partage des connaissances, de compétences et de technologies. C'est d'ailleurs à la suite de l'épidémie de Chikungunya qui avait fortement touché notre région



Prof. Vélayoudom Marimoutou, *Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien*

que le projet de santé publique de la COI et le Réseau SEGA-One Health, avec l'appui de l'AFD, ont vu le jour.

La crise Covid-19 a une nouvelle fois soulevé ce besoin de coopération régionale. Comme vous le savez sûrement, la COI, avec l'appui de l'AFD, a très rapidement mis en place un plan d'urgence. Ce dernier était mis en œuvre via le Réseau SEGA-One Health, bras santé de la COI.

Pour ce qui est du post Covid-19, la COI entend travailler sur le long terme. Il s'agit en effet d'un défi aux multiples facettes qui va bien au-delà d'un simple problème sanitaire. Ce sont nos populations qui sont touchées mais aussi l'économie, le climat, l'agriculture, l'accès à l'éducation, la sécurité alimentaire, et autres qui sont impactés par cette pandémie. C'est donc une démarche de soutien à la reprise régionale qui a été enclenchée avec notamment le projet « Entrepreneurat et coopération commerciale », avec

l'UE.

La COI entend également poursuivre ses actions en faveur de la résilience de nos États insulaires. En effet, l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire, la pêche durable ou encore la protection de la biodiversité seront plus que jamais nécessaires pour accompagner des communautés déjà fragilisées par les multiples conséquences du Covid-19.

" Avec l'impact de la Covid-19, la question qui se pose aujourd'hui est celle des conditions de la relance. Nous devons décider si nous souhaitons faire comme avant ou au contraire, aller vers de nouveaux circuits, produire et consommer différemment et donc aller vers une croissance plus inclusive."

Propos recueillis par *Faeza Ibrahimsah*
Manager-Communication et Coopération
Internationale



Helping you build the right strategy to **drive your business** across emerging markets

Our team of experts have supported businesses to grow in over 75 countries worldwide, building value chains, developing trade intelligence dashboards and driving investments.



**International
Economics
Consulting**

Learn more about us at
www.tradeeconomics.com

Embarking on a transformative journey

The COVID-19 pandemic has highlighted the vulnerabilities of countries, particularly, of those heavily dependent on international trade and tourism. One of the major causes of this situation of vulnerability is globalisation which has resulted in a small number of global supply chain hubs controlling a major share of the global movement of products. In case of a shock affecting the world economy, as evidenced by the ongoing pandemic, reliance on a few global hubs can lead to substantial disruptions to the global supply chain network.



Glocalisation, derived from globalisation and localisation, refers to the phenomenon of both local and global processes gaining importance at the same time. It, simultaneously, involves tendencies towards homogeneity and centralisation and towards heterogeneity and decentralisation. Glocalisation is often used in the context of goods and services to describe products developed and distributed globally but which are also adjusted to accommodate the local market. The notion of glocalisation has become increasingly important due to the pandemic and the need to create synergies locally and regionally. In particular, the glocalisation of supply chains represents an opportunity for a better supply chain mechanism.

As opposed to globalised networks, glocalised supply chains are operational at a global level but are more responsive to the needs and demands of the locality in which they operate. This generates a more distributed production network and reduces dependence on globally dominant hubs. In the event of a global supply chain shock, a glocalised supply chain can respond faster to changes in local conditions and provide a buffer against a supply chain collapse. However, such local responsiveness on a global scale requires the ability to act upon a vast amount of real-time exchange of data. To develop such agility, sophisticated technologies like Artificial Intelligence, Internet of Things and robotics should be deployed,

thereby accelerating the technological enhancement of supply chains.

For Mauritius as well, there is a need to shift from the culture of harmonisation of international brands and adopt a glocalised mindset. This shift needs to occur across all sectors to create synergies that would boost glocalisation and allow local, and thereafter regional, enterprises and production to gain prominence. This should contribute towards the goal of achieving self-sufficiency and reduce dependence on international markets or on a few strategic international markets to meet the country's basic needs.

Consolidation of local industries

Radical glocalised changes in the production and consumption systems of Mauritius are necessary such that dependence on cheaply available products from countries with the lowest labour and environmental standards is reduced in favour of higher quality local production to boost self-sufficiency and protect local industries. It is also essential to improve the management of industrial waste and promote the notion of circular economy.



(i) Agro-Industry

COVID-19 has fractured food chains dependent on long distance shipments in bulk to hotels and restaurants, resulting in widespread destruction of fresh food and lower income for farmers at a time when countries are facing shortages of particular food items. This highlights the need for more resilient supply networks, including local production and diverse and regional sources of import and export. In Mauritius, new and innovative methods such as smart farming technologies, product traceability, food and product safety, as well as the development of high-value and novel food products aimed at patients and the elderly, for instance, can help build a stronger agro-industry with the potential of supplying the latter to international markets.

(ii) Manufacturing Sector

While Mauritius has, over the years, built an international reputation in manufactured goods, particularly, textile products, the export of Articles of apparel & clothing accessories has lost some competitiveness, most likely due to large garment exporters such as China, Bangladesh, Vietnam, and India enjoying cheap labour and economies of scale. Since this segment represents around 30% of total exports, a shock to the sector would have a substantial impact on the Mauritian export industry. Thus, consolidation and innovation in terms of the equipment and techniques used and the products manufactured is necessary. Existing strengths must be reinforced via aggressive marketing strategies and diversified export bases while investment in emerging niche products like medical and sports textile must simultaneously be carried out.

(iii) Tourism Sector

Traditional tourism might not yield pre-pandemic rates of return in tourism-dependent economies like Mauritius. The 2020 GDP growth projection for Mauritius has been revised downwards by the IMF to -14.2% in October from projections of -12.2% in June and -6.8% in April. This emphasises that tourism-dependent economies have been severely hit due to cross-border travel restrictions and are likely to continue facing the economic repercussions of the pandemic over the long term. There is, thus, a need to review the country's tourism product whereby, in addition to the 3 S (Sea, Sun, Sand), niche tourism in terms of eco-tourism, adventure-tourism, medical-tourism, business-tourism and sports-tourism is promoted.

Exports of Articles of Apparel & Clothing Accessories (MUR M)



Source: Statistics Mauritius

(iv) Blue economy

Mauritius' blue economy, represented by coastal tourism, fishing, seafood processing and seaport activities, contributes around 10% to GDP. Given the 2.3 million km² maritime zone that Mauritius enjoys, its ocean economy can be a source of value-addition and help address economic and environmental fragilities. By fostering bilateral, regional, and international cooperation in this field, significant economic potential can be tapped into. For instance, the Exclusive Economic Zones of Mauritius and Seychelles together represent a bigger area than India's 2.37 million km². Cooperation between the small island developing states can boost the development of maritime zones and enable better access to international markets.

(v) Green economy

Transitioning to a green economy can generate opportunities for sustained economic growth, energy and water savings, increased agricultural productivity and green jobs. For instance, according to the Green Economy Assessment Mauritius by PAGE in 2015, sourcing 35% of energy from renewable energy, together with efforts to enhance energy efficiency, should result in savings on fuel imports of MUR 4.5 billion per year between 2014 and 2025. In line with this, the MCCI is already undertaking initiatives to support local SMEs transition to solar energy through sensitisation campaigns and capacity building programmes.

(vi) Sunrise sectors

Domestic pharmaceutical production can potentially reduce imports and lessen the risk of scarcity of certain products as was observed during the lock-down period. The creation of this industry would enable Mauritius to serve African countries, most of which are in high need of pharmaceutical products, on preferential grounds due to regional trade blocs. Kenya (USD 535.1 million), Ethiopia (USD 455.3 million) and Zimbabwe (USD 206.6 million), for instance, had pharmaceuticals among their top 10 imported products in 2019. Thus, through the development of a pharmaceutical industry, Mauritius can increase intra-African trade. Nutraceuticals also offer diversification opportunities in the healthcare industry. Worldwide, preventive medicine and supplements are gaining prominence with the nutraceutical industry expected to reach a global net worth of USD 340 billion by 2024. Other burgeoning sectors include Data Economy and Bio-Technology which can enable Mauritius to have a niche product offering regionally

Ganessen Chinnapen
Economist



COVID-19 Impact and New Opportunities for Businesses

The COVID-19 pandemic has impacted the global economy, but severely affected small island economies, like Mauritius. Mr Paul Baker provides an analysis of the implications on businesses. With the new normal, the Mauritian industry will have to re-adapt and re-invent themselves to benefit from new opportunities, and use digital channels for reaching markets.



Author: Mr. Paul Baker
CEO of International Economics

Mauritius pre-pandemic situation already highlighted the need for major restructuring and innovation to achieve growth. According to Statistics Mauritius, Mauritius's Gross Domestic Product (GDP) grew by just 3.0% in 2019. The overall Manufacturing sector, weighed down by the weak performance of the Textile industry (-5.9% reduction in output), stagnated, with minimal growth of 0.5%. Tourism experienced a similar trend, with the sector contracting by 0.1% due to the fewer-than-expected tourist arrivals. Export Oriented Enterprises continued with their decline, experiencing a 5.6% reduction in output, which followed a 4.5% contraction experienced in 2018.

COVID-19 exacerbated existing challenges, cutting off access to vital markets, affecting logistics and transport costs, and impacting on production and productivity as a lockdown stopped workers accessing production sites. The ripples of the collapse in domestic demand had devastating effects on the economy: between the 2nd Quarter of 2019 and 2020, Mauritius' output contracted by 32.9%, with Tourism and Manufacturing being the most damaged sectors. The country is not expected to recover quickly, with Statistics Mauritius forecasting a 13%

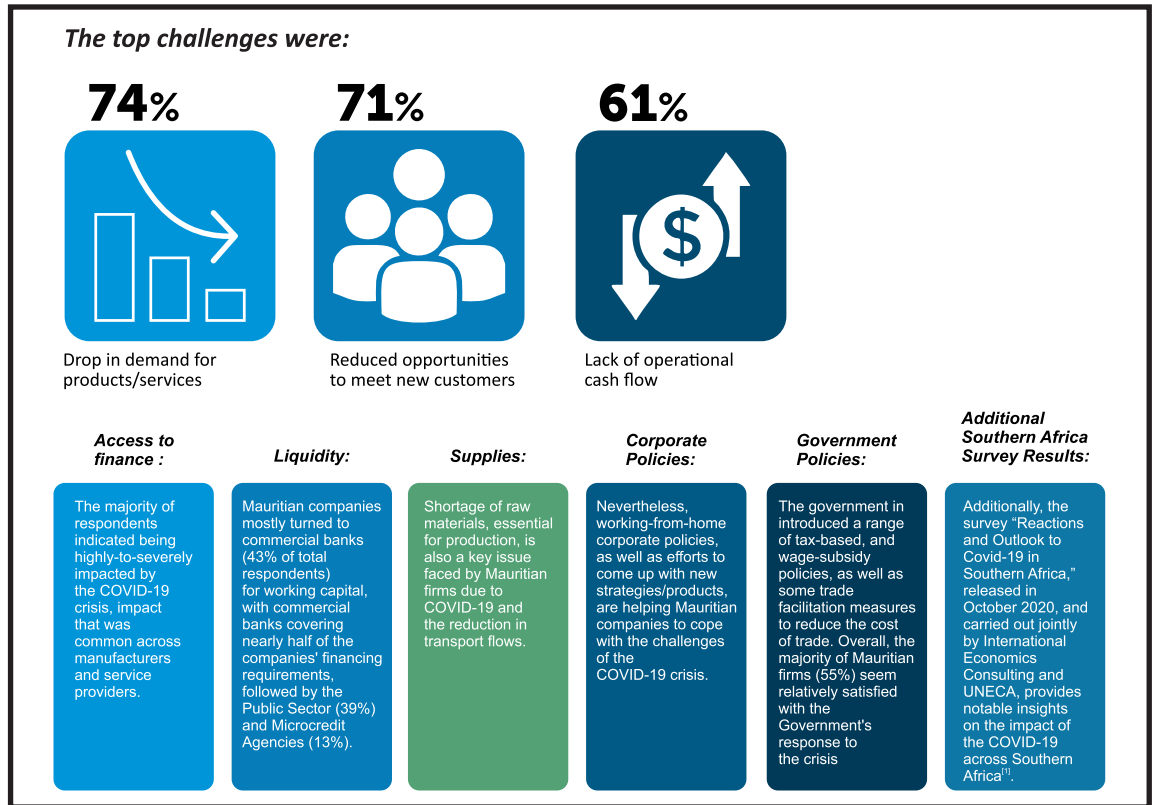
GDP contraction in 2020, close to the World Economic Outlook October forecast of -14.2%. (See Figure 1)

An ECA-IEC survey on businesses reveals that companies are experiencing (1) a drop in demand, (2) reduced opportunities to meet new customers and (3) limited operational cash flow (Box 1). That drop in demand is reflected in the companies' operational capacity, with Mauritian companies working, on average, at 50% of normal capacity. This will also have a significant impact on the companies' revenue, with Mauritian companies foreseeing a contraction of their revenues by 31-40% in 2020, with those dealing with services to be relatively more affected (41-50%) than those focusing on goods (21-30%). Such demand drop is also reflected by the increased level of unemployment, with Mauritius recording a 10.3% unemployment rate by July 2020, 3% higher than in the first quarter of 2020, which represents the destruction of over 20,000 jobs.

However, opportunities are emerging amidst the growing adversity. While the challenges have been widely acknowledged, the disruptions to supply chains are quite evident, and despite the drop in business performance, a degree of hope can be mined from the results. Close to 40% of the firms surveyed see new business opportunities amidst this unprecedented downturn, and 25% of them are collaborating, or planning to collaborate, with a public or private organisation to develop innovative/technology-based solutions in response to recovering from the crisis.

The government's response to the pandemic, including through large infrastructure investment and a wide array of financial measures and assistance to businesses, leads the Government to be optimistic about a recovery of the economy next year, suggesting growth would be between 7.5% and 9% in 2021.^[3]

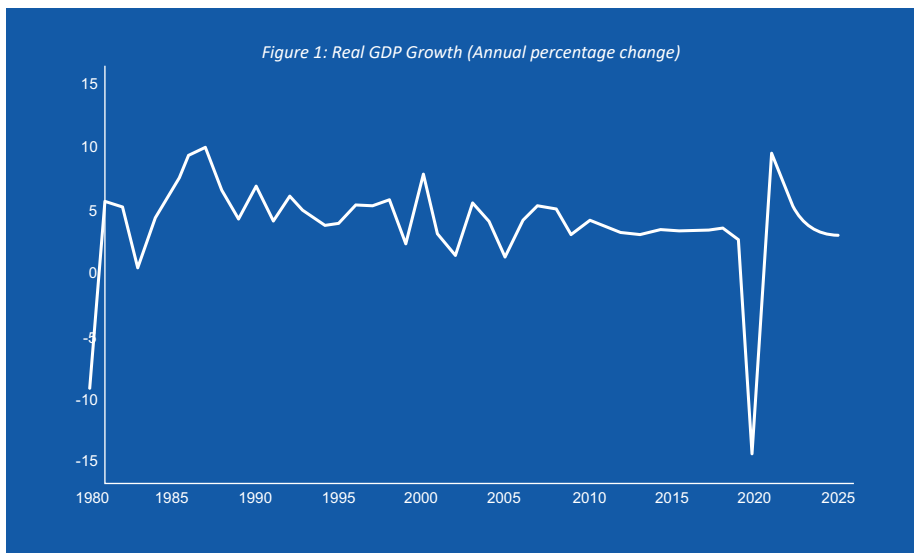
International Economics Consulting Ltd, conducted in partnership with the United Nations Economic Commission for Africa (ECA), a survey on the impact of COVID-19 on the Mauritian economy at two different time intervals - April and June. The results revealed that:



The continued adoption of Information and Communications Technologies (ICT) is key to adapt and survive to the new reality. African businesses are seizing the opportunities around the digital economy, shifting to new technologies and online selling, increasing their focus on innovation.

Yet, as highlighted in the article, “despite all the hype around the digital economy, the fact is that we are still at a very early stage of full-fledged economic digitalisation [...] the right strategy and sufficient skill sets will be the steering elements to drive the digital agenda forward”.^[2]

However, the adoption of ICT is just one step in the right direction. Businesses have to transform themselves to ensure that they are able to cope and survive this pandemic. To do so, a “fit-for-purpose” operating model should be considered, with an internal structure able to respond to the constantly changing needs of the market and varying operating environment. Additionally, increased responsiveness and efficiency should be aimed for, ensuring faster speed to market and faster responsiveness to customer expectations.



Source: IMF World Economic Outlook (October)

Further Insights:

More information on the impact can be obtained from the Mauritius Research Platform on COVID-19, developed by International Economics Consulting in partnership with the World Bank Group and United Nations Mauritius: <https://www.covid19platform.tradeeconomics.com>.

International Economics Consulting is an independent management consultancy firm, with an extensive working experience across Africa and Asia-Pacific, which builds creative solutions to help governments and private companies formulate strategic decisions concerning trade and investment.

Sources:

- [1] UNECA-IEC “Reactions and Outlook to Covid-19 in Southern Africa.” October 2020.
- [2] Paul Baker. “Beyond the Hype” 4 November 2020.
- [3] EDB “The Government scales up its efforts to support the economy and mitigate the adverse impacts of the COVID-19 pandemic” Press Conference. 23 October 2020

REGIONAL COOPERATION



As a member of several regional private sector organisations, the MCCI leverages its extensive and strong connections with them to assist Mauritian businesses in broadening their horizons and finding new partners. It plays an active role in these fora to further and secure the interests of members of the Mauritian business community and to find new opportunities for regional and international cooperation.

The MCCI constantly strives to build international partnerships, networks and co-operation mechanisms for facilitating business exchanges between Mauritius and the rest of the world. Networks help develop new markets, find new sources of supply and acquire new technologies and ideas.

COMESA BUSINESS COUNCIL

Creating an enabling business environment for private sector competitiveness in the COMESA region

“CBC is at the driver’s seat in ensuring active contribution of the private sector towards formulation of policies for an enabling business environment, that is conducive for enhanced regional and global trade partnerships”, said Mr. Marday Venkatasamy, Board Chairperson, highlighting CBC’S zeal for the creation of a favourable trading environment to enable the private sector in COMESA to thrive.

Addressing the constraints to private sector development at regional level is critical to COMESA Business Council’s efforts to help scale-up trade in the COMESA region thereby stimulating job creation and promoting inclusive growth. The CBC’s contribution to this objective involves identifying capacity building needs, business facilitation gaps, needed policy actions for appropriate interventions in key sectors of the region.

Over the years, CBC has observed that stronger participation by the private sector (mostly SMEs) in global markets creates opportunities to scale up and enhance productivity, by accelerating innovation, facilitating spillovers of technology and managerial know-how, and by broadening and deepening skillsets. International exposure, whether through imports, or exports goes frequently hand in hand with higher productivity and can be an important driver of economic growth.

In 2019, COMESA’s global exports were valued at US\$112 billion,

while global imports at US\$212 billion; intra-COMESA exports amounted to US\$10.9 billion and intra-COMESA imports amounted to US\$11.2 billion. The major trading partners for COMESA include the European Union, South Africa, China, USA, and India. COMESA has experienced a sharp decline in economic activity across the Member States, due to COVID-19, resulting in double shock impact of the reduction in demand and supply and the decline in household and business spending. Trade in goods and services in general has been affected by the pandemic, giving way to a slump in trading partnership growth between EU, China and Africa, due to the supply chain disruptions of key imports in Eastern and Southern Africa.

CBC Key Activities in Creating an Enabling Environment

One of CBC’s key initiatives towards creating an enabling business environment for business particularly during this COVID-19 pandemic period, has involved the development of a position report titled “COMESA Business Position Statement:

The COMESA Business Council (CBC) is established by the Treaty of the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), and mandated to serve as the Consultative Committee of the Business Community. CBC is a business member organization bringing together a diverse group of businesses and Associations in the region and is the recognized regional apex body of the Private Sector and Business Community in the COMESA Member States. The MCCI is the focal point of CBC in Mauritius.

Facilitating the Movement of Essential Goods and Services Across Borders During the Period of the COVID-19 pandemic”. CBC worked hand in hand with its membership spanning 21 countries in the region, consisting of multinational companies, industry associations, and Small and Medium Enterprises (SMEs), towards the report’s development which presented a declaration and recommendations addressing some of the existing challenges in the facilitation of movement of essential goods and services along the border corridors, taking into account facilitation of movement of truck drivers, treatment of transit cargo, pre-clearance facilities and increasing awareness of regulations and measures to ensure readiness. This culminated in the development of the “Guidelines for the Movement of Goods and Services across the COMESA Region during the COVID-19 Pandemic”.

In alignment, due to the challenges faced by industry due to illicit trade, exacerbated by the pandemic, CBC organised a public-private dialogue platform where the

private sector called for harmonisation of tax regulations, cooperation and collaboration of countries on issues to do with illicit trade, establishing stronger penalties and increase in public awareness on illicit trade. These have been identified to address current challenges affecting various industries including the alcohol, tobacco and manufactured products.

Another initiative that CBC is pursuing is the implementing the Digital Financial Inclusion for MSMEs Programme, supported by the Bill and Melinda Gates Foundation. It aims to address the challenges faced by SMEs in COMESA, in part due to lack of a platform which accommodates low value digital cross-border payments; , Its focus is therefore on establishing a regional integrated digital common payment scheme that lowers transaction costs for Small and Medium Enterprises (SMEs) in nine countries; (Malawi, Zambia, Mauritius, Kenya, Uganda, Rwanda, Ethiopia, Egypt, and Tanzania). This will result in an MSME digital market that enjoys affordable, interoperable, transparent, real-time financial transactions. The expected impact is increased volumes of cross border transactions, financial inclusion and the participation of SMEs in regional trade.

Among the seven key aspirations listed in the African Union Agenda 2063: The Africa We Want, good governance stands out. CBC has

also been spearheading an initiative to promote good governance for business enterprises in the COMESA region, through implementation of the CBC Business Integrity Project-Anti-Corruption Compliance Training for Enterprises. Further to capacity building of enterprises, a Regional Code on Anti-Corruption Compliance for Enterprises has also been developed as a guide that can be used by enterprises to customize, develop and implement national anti-corruption compliance policies within the governance structures of respective enterprises in COMESA. The Code is also supporting informed private sector advocacy on anti-corruption compliance in the COMESA region.

Another initiative by CBC aimed at promoting an enabling business environment for private sector competitiveness in the region is the promotion of local sourcing through the Local Sourcing for Partnerships Project which has been part of CBC’s agenda for the past five years. It seeks to build the technical and productive capacity of small and medium-sized enterprises, linking them to sustainable national and regional markets. The most recent training themed “Promoting Efficient and Sustainable Local Supply Chain Systems” was held in September for the Zambian market; the next training, scheduled for the not too distant future, will be for the DRC

market Complementary to this, CBC has engaged with policy makers in agriculture, trade and industry to equally advocate for a legal framework that supports and incentivises local sourcing of products, particularly given the adverse effects that COVID-19 has had on global value and supply chains.

CBC’s most important obligation lies in a strengthened partnerships and collaborations which address challenges for the private sector in the COMESA region. In this regard, CBC has signed an MoU with the International Chamber of Commerce to promote and strengthen inter-regional partnerships for private sector development. The MoU takes into account capacity building, collaboration in addressing policy gaps and sharing best practices.

The above activities that CBC is undertaking can pave the way to practical interventions that will propel our enterprises into international markets, thus positioning African products to the standards of all the consumers of the regional and global markets.

*Marianne Nzioki
Marketing and External Relations Office
COMESA Business Council*

*Faeza Ibrahimsah
Manager
Communications and International
Cooperation MCCI*



Legend: The COMESA Source 21 High level Business Summit and International trade Fair was organised by CBC in Kenya in July 2019.

From left to right

Mr. George Ndirangu – BBC Journalist. / Mr. Marday Venkatasamy – CBC Board Chairperson. / H.E. Paramasivum Pillay Vyapoory – Acting President, Republic of Mauritius. / H.E. Yoweri Kaguta Museveni – President of Uganda. / H.E. Uhuru Kenyatta – President of Kenya. / H.E. Edgar Lungu – President of Zambia. / H.E. Chileshe Kapwepwe – COMESA Secretary General.

About The SADC Business Council



The SADC Business Council (SADC BC) is a Regional Apex body of National Business Associations of the 16 SADC Member States and Regional Business Associations in Southern Africa. The decision to create the SADC BC first came from a directive by the SADC Council of Ministers in August 2017 to develop a private sector engagement mechanism to better involve the private sector in the implementation of the SADC regional integration agenda and the Industrialisation Strategy and Roadmap 2015-2063. The SADC BC was officially launched in August 2019 during the 4th SADC Industrialisation Week which was held in the United Republic of Tanzania

The SADC Business Council is mandated to be the private sector voice and the prime partner to the public sector, influencing high-level policy decision making with regard to access to markets, the development of value chains and socio-economic development at a regional, continental and global level.

The SADC BC continues to gain traction in representing the SADC private sector in the areas of policy and advocacy, and identification of NTBs, development of Regional Value Chains (RVCs).

• Non-Tariff Barriers (NTBs) Workshops

The SADC BC together with GIZ-CESARE (Cooperation for the Enhancement of SADC Regional Economic Integration) is holding NTB workshops in SADC Member States since 2019 to identify persistent NTBs to trade. The workshops provide the private sector in the export and import business in SADC with the platform to identify the major NTBs hindering regional trade and to jointly recommend necessary policy responses for actioning by the SADC Secretariat, Member States and international co-operating partners.

With the onset of COVID-19, SADC BC realigned its activities to support solving NTBs in Member States related to the movement of essential goods to allow free and easy movement of essential commodities.

The SADC BC, to date has convened two virtual regional industry specific workshops with the pharmaceutical and logistics sectors.

I. Pharmaceutical NTBs

The pharmaceutical workshop held on 12 June 2020, expressed its concerns over the barriers established by some Member States regarding the use of export permits and the delays in issuing of customs clearance certificates. The SADC BC was of the view that there should be more flexibility in the procedures given the crisis situation prevailing due to COVID 19.

II. Logistics and Cross Border NTBs

On the 17th of August 2020, the SADC BC, GIZ-CESARE, and the SADC Secretariat convened an online workshop on Non-Tariff Barriers (NTBs) affecting the transport and logistics sector in SADC region in the COVID-19 period. The meeting was attended by Manufacturers; Retailers; and logistics companies. Participants recommended the following actions.

- The meeting recommended the establishment of a regional public-private dialogue platform to identify the most common NTBs and led to harmonisation of ideas which must have a defined action plan, tangible roadmap, timelines, and a mechanism to measure progress. The SADC BC is finalising the formation of the working group which will have representation from regional companies in the region.

•The annual SADC Industrialisation Week (SIW)

The SADC BC co-organises the annual SADC Industrialisation Week (SIW) with the SADC Secretariat and the host country of the SADC Chairperson. The SIW is an annual public private engagement platform aimed at fostering new opportunities for intra-African trade, developing cross border value chains, and identifying investment opportunities in the region.

The SIW annually convenes leading private sector experts, regional and global policy makers, Development Finance institutions, SADC officials, donors, civil society and leading industrialists and captains of industry in SADC and in the continent to identify investment opportunities, industrialisation bottlenecks and jointly recommend solutions.

The SIW discussions culminate in the SIW declaration statement containing the recommendations which are presented by the SADC Secretariat to the SADC Ministerial Taskforce on Regional Integration for noting and incorporation

into the SADC Heads of State agenda. The 5th Annual SADC Industrialisation Week is scheduled to take place in March 2021.

•2020-2021 Work Plan

In the upcoming year, the SADC BC intends to pursue the activities below.

I.Non-Tariff Barriers (NTBs)

Collaborate with relevant stakeholders to identify and solve NTBs in the supply chain to allow free and easy movement of essential commodities and monitor and register NTBs on the tripartite NTB platform on behalf of SADC private sector.

II.Cross Border Issues and Transport Logistics

Collaborate with relevant stakeholders to identify and solve NTBs in the supply chain to allow free and easy movement of essential commodities and establish a trade/logistics/cross border focused working group coordinated by the SADC BC to identify and provide

solutions to cross border issues.

III.Industrialization and Value Chains

- Co-organize and co-host the 5th SADC industrialization Week with SADC Secretariat and the Government of Mozambique in March 2021 and develop a regional position paper identifying the issues stifling trade, industrialization, and regional integration.

- Identify and propose solutions to regional industrialization bottlenecks through the SIW platform

- Conduct national and regional training workshops targeting chambers of commerce and national business associations on the AfCFTA.

Tulo Makwati

Coordinator

SADC Business Council

Faeza Ibrahimsah

Manager

Communications and International

Cooperation

MCCI



Legend:

The SADC BC was officially launched in August 2019 during the 4th SADC Industrialisation Week which was held in the United Republic of Tanzania.

Far-left:

(the late) Salum Shante – Chairman of Tanzania Private Sector Foundation (incoming Chair of the SADC BC – 2019-2020)

Second from left – Hon Minister Palamagamba Kabudi – Minister of Foreign Affairs and East Africa Cooperation, United Republic of Tanzania

Third from left – Dr Stergomena Tax – Executive Secretary of the SADC Secretariat

Center – His Excellency – John Pombe Joseph Magaful – President of the United Republic of Tanzania

IORBF

Developing a framework for further cooperation

The Indian Ocean Rim Association is an inter-governmental organisation which was established in 1997. The objectives of the IORA are to promote sustainable growth and balanced development of the region and Member States and to focus on those areas of economic co-operation which provide maximum opportunities for development.

The IORBF is positioned as the primary IORA body for business representatives. The role of the IORBF is to advise IORA ministers and officials on business issues and ways to accelerate intra-regional trade and increase Foreign Direct Investment (FDI) flows in the region.

The 25th Meeting of the Indian Ocean Rim Business Forum (IORBF) took place virtually as part of the Annual Investment Meeting (AIM) on Tuesday, 20 October 2020 under the theme “Pathways to Prosperity: Regional integration and opportunities for the private sector”. The meeting was chaired by HE Humaid Ben Salem, Chairman of the Federation of UAE Chambers of Commerce and Industry and was attended by IORA Members and observers.

Mr. Sunil Boodhoo, Director (International Trade Division), Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Regional Integration, and Chair of the IORA Working Group on Trade and Investment (WGTI) reported that since the IORA Trade Experts’ Meeting held in January 2020 in Mauritius, at which IORBF delegates also participated, numerous initiatives were being taken forward by IORA Member State governments as reflected in the WGTI Work Plan. These included the consideration of a framework trade agreement for the Indian Ocean region, a Non-Tariff Barrier reporting mechanism, a full implementation of the existing IORA Trade Repository website,



Official delegates to the IORA Committee of Senior Officials (CSO) meeting on 19-20 June 2019 in Durban

which is currently under construction, a program to support Member State implementation of the WTO Trade Facilitation Agreement and the creation of a network of trade and investment promotion agencies in IORA Member States.

Other initiatives have also been mentioned, namely the conduct of a study on key maritime infrastructure bottlenecks and on the investment environment in the region. It was also stated that there was a need for the establishment of a stronger dispute resolution facilities that are ‘home grown’ in the Indian Ocean region.

It was noted that the IORBF considers the public/private sector dialogue as a priority.

Presenting his key findings from the report ‘Building Trade Integration Dynamics In The Indian Ocean Rim Association: A Technical Analysis’, Professor Peter Draper of the Institute for International Trade at the University of Adelaide, said that IORBF should focus on ‘gateway’ economies that connect the region to global trade via supply chains and should consider PTAs and umbrella agreements to provide a framework for

an Indian Ocean approach.

Following discussions, it was proposed that there should be a coordinating permanent body at private sector level which can act as the voice of the IORBF.

In her opening remarks, the Secretary-General of the IORA, Her Excellency Dr Nomvuyo Nokwe, expressed the wish that Members meet more regularly, and take advantage of new online tools. She urged private sector representatives to debate and make proposals to the governments and other stakeholders in the region so as to promote trade and investment among the IORA countries.

Faeza Ibrahimsah
Manager
Communications and International
Cooperation
MCCI

Une nouvelle dimension régionale de l'entreprenariat

Il était une fois, l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI) : les Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, La Réunion et les Seychelles. 15 ans plus tard le résultat est patent, le rassemblement des chambres consulaires a su initier avec succès, dialogue et rencontre entre les opérateurs économiques du secteur privé et les institutions publiques.

Aujourd'hui l'UCCIOI fait place à Cap Business Océan Indien.

En effet une évidence s'impose: Aller encore plus loin en matière de coopération régionale en réunissant au-delà des consulaires, l'ensemble des opérateurs économiques de tous les secteurs. Cap Business a pour vocation d'incarner désormais la plate-forme régionale où se construit par le dialogue et le débat, les feuilles de route de l'ambition régionale des différentes filières.

La marche en avant de l'UCCIOI au cours de ces 15 dernières années a été encouragée et soutenue par l'Agence française de développement (AFD), la Commission de l'Océan Indien (COI), l'Union européenne et les Etats. C'est ainsi que l'UCCIOI a pu bénéficier de la maîtrise d'ouvrage d'un programme de renforcement des capacités commerciales dans l'Océan Indien (PRCC-OI) sur la période de 2015 -2021.

En 15 ans, sans se lancer dans l'énumération d'une liste à la Prévert, il convient de souligner que l'UCCIOI a pu réaliser les cartographies des chaînes de valeur des acteurs impliqués dans le secteur numérique, les huiles essentielles et cosmétologie, du tourisme durable et des métiers maritimes. L'UCCIOI a su investir dans le domaine de l'environnement et l'économie circulaire en réalisant un état des lieux régional de la gestion et la valorisation des déchets, outil que les acteurs de la filière se sont appropriés : une belle réussite.



Auteur: Eric Magamootoo, Secrétaire général de Cap Business Océan Indien (UCCIOI)

Le secteur industriel :

l'Association des industriels de La Réunion, Association of Manufacturers of Mauritius, le Syndicat des industriels de Madagascar, au terme d'un dialogue fructueux ont su construire les bases d'un partenariat qui met en exergue : la formation, l'éthique, l'internationalisation et l'innovation.

Au long de ces 15 années avec l'UCCIOI nous avons vu concrètement l'amélioration des échanges entre les îles qu'illustre de belles réussites entrepreneuriales, avec des investissements conséquents de la part des acteurs économiques dans différents territoires.

Le dialogue constant qu'a su élaborer l'UCCIOI au long de ces quinze années a permis de diminuer la méfiance et les aprioris simplistes entre les acteurs économiques. L'UCCIOI accompagnée par des acteurs comme l'Organisation internationale de la Francophonie, l'AFD, la COI, a sans relâche, dans chaque action, toujours le souci de réserver une place à l'apprentissage d'une meilleure connaissance des cultures des différentes îles. Une application 1001 Lettres, développée avec la Chambre des métiers et de l'artisanat de La Réunion, OPCALIA et le réseau Alliance française a d'ailleurs été mise en ligne pour permettre à nos entrepreneurs de mieux connaître Maurice, Madagascar et La Réunion. Cette dimension culturelle constitue le socle

de la coopération régionale sur lequel se construit le développement économique, tout est d'abord une question d'homme, de valeur et de confiance. La crise sanitaire COVID-19, n'a fait que renforcer la nécessité de réussir une coopération régionale solidaire entre nos îles, de privilégier une globalisation REGIONALE en lieu et place d'une globalisation mondialisée.

La réalité des effets du changement climatique nous conduit en responsabilité à renforcer nos complémentarités pour faire face aux bouleversements qui n'épargneront pas nos territoires et nos peuples. Tout l'engagement de Cap Business aujourd'hui est de construire secteur par secteur, les feuilles de route opérationnelles de l'entreprenariat dans l'espace régional pour la période 2021- 2025. Cette construction est soutenue par l'AFD, la COI, l'Europe et l'ensemble du secteur public. Il ne s'agit pas d'un plan de relance post-Covid mais de la construction d'un nouveau business modèle pour les entreprises qui évolueront demain dans une économie qui exigera des opérateurs plus résilients, inclusifs, éthiques et respectueux de l'écologie.

C'est tout le challenge que s'est fixé Cap Business avec tous les acteurs du secteur privé et public.

Accord de partenariat

La MCCI Business School s'associe avec la Chambre de métiers et de l'artisanat de La Réunion



Légende : De gauche à droite

Toriden Chellapermal, directeur général de la MCCI Business School, Namita Jagarnath Hardowar, vice-présidente de la MCCI, Guillaume Hugnin, président de la MCCI et président de la MCCI Business School, Sandra Villeneuve, représentante de l'ambassade de France à Maurice et Dr. Yousouf Ismaël, secrétaire général de la MCCI

Dans le but de promouvoir l'artisanat et l'entrepreneuriat, et valoriser les divers métiers à travers les formations, la MCCI Business School a signé un protocole d'accord avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de La Réunion (CMA Réunion). La cérémonie officielle de la signature s'est tenue, par visio-conférence, le 22 octobre 2020, au Hennessy Park Hotel, à Ébène.

Selon les termes de cette convention, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de La Réunion apportera son soutien, son assistance technique et son savoir-faire à la MCCI Business School et l'accompagnera dans la mise en place de formations professionnelles reconnues à l'international. Les deux entités s'associent pour valoriser les divers métiers à Maurice, notamment dans les secteurs de l'électricité, de la plomberie et de l'électronique, de la construction, entre autres. Ces formations seront dispensées à la fois aux jeunes et aux entrepreneurs de la région de l'océan indien.

« Je suis ravi de cette nouvelle collaboration entre la MCCI, la Business School et nos partenaires de l'île sœur. La MCCI Business School collabore déjà depuis de nombreuses années

avec l'Académie de La Réunion et l'Université de La Réunion, permettant aux Mauriciens d'obtenir des diplômes universitaires français. Ce nouveau partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de La Réunion ouvre ainsi de nouvelles perspectives de formations pour nos jeunes. Il permet aussi à la MCCI de répondre à une demande de ses membres, qui est de former des jeunes dans des domaines précis afin de professionnaliser davantage certains métiers. Nous sommes ainsi en discussion avec le secteur de la construction dans l'objectif de venir avec des formations sur les nouvelles techniques pour mieux répondre aux besoins d'une île Maurice moderne, efficace et productive », a soutenu Guillaume Hugnin dans son discours.

Le président du CMA Réunion Bernard Ricardo a, pour sa part, affirmé que « ce partenariat renforce une fois de plus nos liens de coopération avec notre île sœur. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de La Réunion est heureuse de faire profiter aux Mauriciens les savoir-faire de nos artisans réunionnais dans la mise en place de formations professionnelles à Maurice. Cette signature marquera le début d'une collaboration que nous espérons bénéfique à la fois pour le

développement des compétences des acteurs économiques que dans le rayonnement de l'artisanat réunionnais dans la région océan Indien. »

Le secteur artisanal à La Réunion représente plus de 50 000 employés, dans 20 000 entreprises, pour 250 métiers différents ; ce qui en fait un secteur riche en expériences humaines. Il brasse aussi un chiffre d'affaires approchant les 2,2 milliards d'euros par an. Cette convention cadre permettra aussi dans les mois à venir de définir les priorités de la collaboration au bénéfice des formés et des entreprises.

Ce protocole d'accord vient confirmer la volonté de la MCCI de renforcer son engagement régional, son partenariat et ses échanges avec les pays voisins et les organisations de la zone Océan Indien. La MCCI travaille déjà en collaboration avec des institutions des îles voisines à l'instar de la Réunion, de Mayotte et des Comores.

Pour la MCCI, cette coopération constitue une composante essentielle du développement et d'enrichissement mutuel. Cette démarche va ainsi contribuer davantage dans le développement économique de Maurice avec la création de cette branche professionnelle de formation au service de la communauté locale.

Bien que ce soit des métiers qui attirent davantage la gent masculine, la MCCI a tenu aussi à encourager les femmes à se former dans ces métiers et l'artisanat. Ces formations seront dispensées à la fois aux jeunes et aux entrepreneurs de la région de l'océan Indien et comprennent une partie théorique mais aussi pratique.



Sustainable development: British High Commission partners with MCCI to support SMEs in solar innovations

A Memorandum of Understanding was signed on Wednesday 4 November 2020 between the British High Commissioner, His Excellency Mr Keith Allan, and the President of the MCCI, Mr. Guillaume Hugin, during an official ceremony held at the Caudan Arts Centre, in Port-Louis.

The main aim of the MoU is to ensure SME business survival and sustainability, particularly due to the vulnerability highlighted by the COVID-19 pandemic. The project, therefore, has, as objectives to educate and support Mauritian SMEs on sustainability and energy efficiency and to assist them to evaluate and revisit their cost structure in an attempt to be more cost effective.

The signing of this MoU allows a better assessment and understanding of the cost and operational challenges of SME's in this difficult economic context, through a grounded survey and an audit. Furthermore, specific support will be given to these small businesses regarding the shift from

conventional energy use to the adoption of photovoltaic panels.

The project is an initiative of the MCCI to support these businesses through the installation of solar panels on their premises in a bid to address their operational challenges while promoting green business practices. This project will benefit from a financial support to the tune of Rs 300,000 from the British High Commission.

"The Covid-19 has caused major and enduring disruptions in the business landscape. The future of many companies is at stake, hence the importance of taking informed strategic decisions going forward. Over the past weeks, the MCCI has begun to conduct field analysis and surveys to assess the cost competitiveness of SMEs. Through this project, our aim is to provide the necessary assistance to those on which it is the most likely to have an impact," stated the President of the MCCI, Mr. Guillaume Hugin.

Energy costs can have a significant influence on the financial viability of businesses. Generating their own power can therefore be an advantage on which companies may leverage to unlock their growth potential, improve their productivity and thus, their overall competitiveness. In the event their power production exceeds their own needs, companies may even sell the additional units to the Central Electricity

Board and, in so doing, create an additional revenue stream. For the MCCI, investment in solar power will generate both long-term savings and rapid returns, while helping the country in its energy transition process.

"The global economy is facing unprecedented challenges in response to the COVID-19 crisis. Governments are under pressure to do all they can to support business and employees. I am pleased to see that the Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) is playing its part. The British High Commission, through our Department for International Trade (DIT) team, works closely with the MCCI to support and develop business between our two countries. The United Kingdom is the number one export market for Mauritius and our total bilateral trade in goods and services was worth almost £1 billion in 2019. COVID-19 has, of course, affected this but we are working hard to mitigate the impact. In this regard, we are pleased to be funding the MCCI project Supporting Small Businesses in Solar Innovations, which aims to ensure the survival and sustainability of SME businesses," said the British High Commissioner, His Excellency Mr Keith Allan.

The official ceremony was followed by a networking event co-hosted by the MCCI and the British Business Group.



www.petsconcern.mu



pets concern
Treating your pet as Family

SSR Avenue, Phoenix, Mauritius

606 2431 / 606 3032

admin@petsconcern.co

L'assurance d'une formation de qualité

Un monde qui change, des entreprises qui évoluent, des métiers nouveaux qui émergent et d'autres qui se renouvellent, font que le paysage des entreprises locales et internationales est en pleine mutation, exacerbée par la pandémie de la COVID-19 qui frappe de plein fouet le monde entier.



Légende: La cérémonie de remise de diplômes de la cuvée 2020 a eu lieu le 26 novembre 2020 au Trianon Convention Centre, en présence du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration Régionale et du Commerce International, L'Hon. Nandcoomar Bodha, et de Son Excellence Mme Florence Caussé-Tissier, Ambassadrice de France à Maurice.

Depuis 35 ans, la MCCI Business School accompagne la stratégie de développement de l'île Maurice en formant des professionnels dans des domaines clés à savoir l'informatique, la gestion, le marketing, la communication, l'administration des entreprises, le management et le commerce international, le tourisme, les la finance et la comptabilité, les banques et les assurances. Le développement des compétences est au cœur de la performance dans ce contexte d'adaptation à de nouveaux enjeux. La MCCI Business School s'emploie à répondre aux nouvelles attentes en offrant aux professionnels et aux jeunes la maîtrise des techniques, les compétences et les savoir-faire décisifs qui sont au cœur de leur métier.

Notre institution veille à offrir des solutions innovantes et compétitives. C'est ainsi l'institution que la MCCI Business School a été la première institution à introduire la formule de la formation en alternance à Maurice. Cette méthode, qui convient à la fois aux besoins de entreprises et des étudiants, permet ainsi à un jeune de combiner sa formation académique avec une pratique professionnelle. La MCCI Business School a ainsi formé quelque 500 jeunes sur le modèle de l'alternance depuis son introduction il y a 4 ans.

La MCCI Business School a toujours privilégié les formations à finalité

professionnelle visant à fournir aux entreprises des personnes rapidement opérationnelles.

Un jeune, mauricien ou de la région Océan Indien, a ainsi la possibilité d'entreprendre des études de Bac + 2 (BTS) à Bac + 5 (Masters) à Maurice, menant à des diplômes nationaux français et reconnus internationalement grâce à des partenariats avec des institutions et des universités de renom.

2020 - UNE ANNEE IMPREVISIBLE

La MCCI Business School n'a pas été épargnée par la vague de la COVID-19 qui est venue tout bousculer.

Personne ne pouvait imaginer que cette pandémie allait mettre les pays et même le monde à l'arrêt et que notre institution n'allait plus pouvoir accueillir physiquement des étudiants pendant plusieurs mois.

Par chance, la MCCI Business School pratique depuis plusieurs années un modèle mixte d'enseignement en présentiel et à distance. Un modèle que nous avons étendu à l'ensemble de nos formations grâce à une plateforme technologique performante qui nous a permis d'assurer une

continuité pédagogique pendant toute la durée du confinement. Le passage de toutes les formations en présentiel à un système de formation à distance a été un véritable défi qui a été relevé grâce à la collaboration de tous, étudiants, parents, enseignants et personnel de l'école.

Une communication régulière entre les étudiants, les parents et l'administration de l'école a été indispensable pour assurer une continuité fructueuse pendant ces moments difficiles. Les programmes ont ainsi été bouclés à temps pour permettre aux étudiants de se présenter aux examens de fin d'études dans des conditions satisfaisantes. Malgré toutes ses contraintes, la MCCI Business School a enregistré cette année encore un taux de réussite extrêmement satisfaisant.

L'école a repris ses activités en septembre en adoptant un protocole sanitaire stricte et a maintenu, dans une certaine mesure, un modèle mixte pour permettre à un certain nombre d'étudiants étrangers bloqués dans leurs pays de poursuivre leur formation et aussi afin de parer à toute éventualité.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La MCCI Business School, forte de son expérience dans le secteur de l'éducation tertiaire s'est donnée pour mission de développer la formation professionnelle de qualité afin de continuer à œuvrer au développement économique de Maurice. L'école vient ainsi de signer une convention avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Réunion afin d'offrir aux jeunes sans qualification académique la possibilité de se former à un métier.

La MCCI Business School estime qu'elle peut, grâce à ce partenariat et avec le soutien du gouvernement, contribuer à revitaliser et valoriser la formation professionnelle en modernisant ses infrastructures, en améliorant la technologie et en enrichissant ses cursus professionnels en termes de pertinence et de fonctionnalité. Les programmes qui seront offerts en partenariat avec les entreprises et sur le modèle de l'apprentissage seront sanctionnés par un certificat reconnu.

Cette initiative est importante, parce que les défis sont nombreux dans une conjoncture économique difficile et l'arrivée des nouvelles technologies.



A tradition of excellence

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice
forme les professionnels de l'île Maurice depuis plus de 30 ans.

DES FORMATIONS QUI VOUS OUVRENT LES PORTES DES ENTREPRISES

*Des diplômes reconnus internationalement,
délivrés par des institutions de renom.*

BTS, Licence et Masters

- Management
- Informatique
- Communication
- Marketing
- Banque
- Commerce International
- Tourisme

Inscriptions Ouvertes

Renseignements et Inscriptions

☎ 454 89 50

✉ admin@mccibs.ac.mu

🌐 www.mccibusinessschool.org

📍 BM-MCCI Building, Cybercité d'Ebène

Safer, more efficient care

Starts with a simple scan



GS1 Standards bring benefits to the Healthcare sector

- Enable Traceability
- Improve Patient Safety
- Realise Costs Efficiencies

GS1 (MAURITIUS) LTD
c/o The Mauritius Chamber of Commerce and Industry
6, Adolphe de Plevitz Street,
Port Louis
T + 230 203 48 30
F + 230 208 00 76
E secretariat@gs1mu.org

www.gs1mu.org

GS1 Standards: Enabling traceability and increased efficiencies

Businesses have always been pressured to reduce costs and increase efficiencies to survive. Today, the COVID-19 crisis has further accentuated these challenges together with consumers and patients exerting pressure for safer products, information transparency and ultimately traceability. GS1 Standards are the solution to be adopted by various sectors.

Securing the Retail Sector

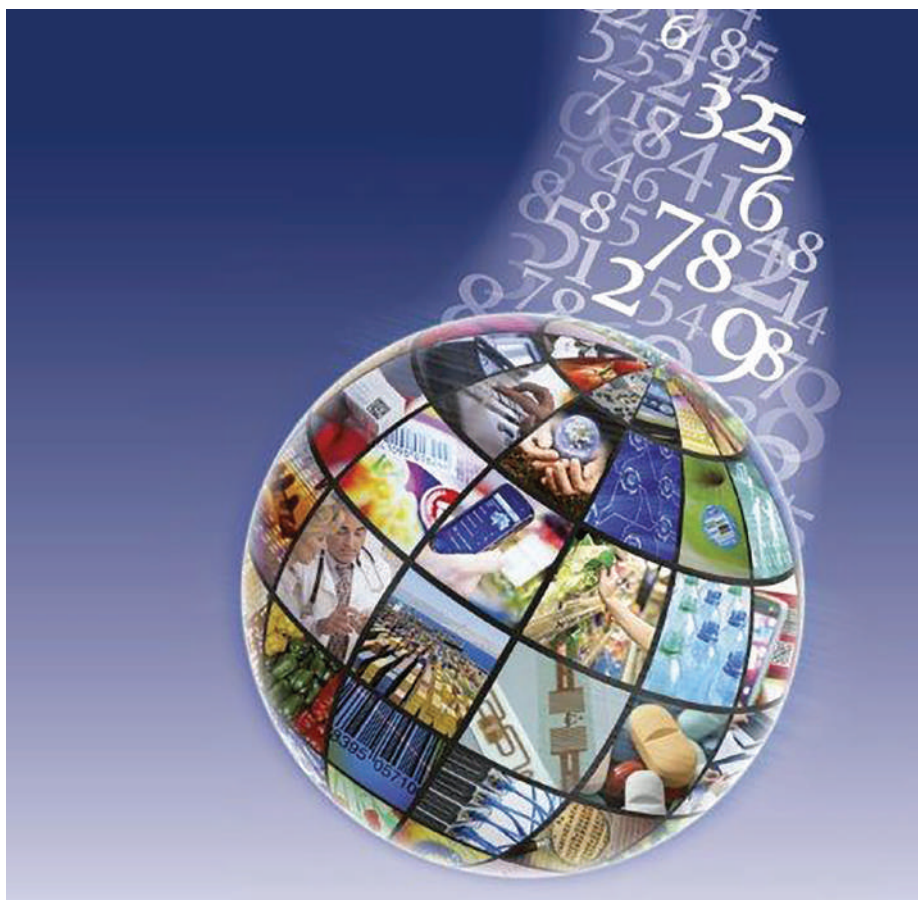
For more than 25 years now, GS1 Mauritius, which has been allocating GS1 Barcodes under the country code '609', has enabled the business community access local and international supermarkets and hypermarkets, thereby contributing largely to the success of many trade operators and to the economic development of Mauritius.

Furthermore, as GS1 Standards has various applications, GS1 Mauritius supports its members to further adopt the standards to identify cases and pallets internally to ultimately embrace traceability by allowing additional information to be encoded, such as batch numbers and expiry dates. By linking the information of which batch has been sold in which country or to which retailer, GS1 Standards offer visibility of goods moving from source to consumer.

These consequently enable food traceability from farm to fork as well as product recall, leading to huge costs reduction and increased efficiencies through reduced warehouse lead-time (21%), minimised out-of-stock (32%) amongst many others.

Enabling access to Marketplaces

As businesses continuously reinvent themselves during the COVID-19 outbreak, GS1 Mauritius is also providing its support to various



manufacturers - who are diversifying into the production of face masks, hand sanitisers, alcohol, detergents - to acquire GS1 Barcodes and has further acted as a facilitator by liaising these manufacturers with supermarkets to gain access to the distribution channel.

Furthermore, the numerous benefits of selling online have led to an increasing number of operators exploiting this digital option. As various marketplaces namely Amazon and many more, require trade operators to have GS1 Barcodes to sell online, GS1 Mauritius has provided

support to the Mauritian business community in acquiring their GS1 Barcodes and has acted as facilitator to solve issues faced by operators willing to sell on Amazon.

Patient Safety in Healthcare

The numerous benefits reaped by the retail sector through the implementation of GS1 Standards have convinced many healthcare providers globally, during the last 15 years, to adopt these standards to identify patients and medicines to ensure that the right medication is given to the right patient, thus

enabling traceability and patient safety. Healthcare providers have consequently benefitted from 95% in cost reduction, 50% fewer adverse drugs event, 31% stock reduction amongst many others.

Furthermore, GS1 Global, which is engaged with the World Bank, is participating actively on the COVID-19 Vaccine and Therapeutics Traceability Expert Advisory Board together with GAVI, the Vaccine Alliance, United Nations Children's Fund (UNICEF) and United States Agency for International Development (USAID).

On the local front, GS1 Mauritius constantly provides its support to medical devices manufacturers to respect product identification in compliance with the U.S. Food & Drug Administration and the EU Medical Device and In-Vitro Diagnostic Medical Devices Regulations. GS1 Mauritius is further working closely with public and private stakeholders to implement GS1 Standards and Traceability Solutions for the benefit of patient safety.

GS1 Mauritius commitment

Today, in 2020, traceability is no longer an option but a must for operators; and disruptions caused recently by the COVID-19 crisis make it even more urgent to be a reality.

At GS1 Mauritius, our objective is to support the business community achieve costs reduction and increased efficiencies whilst our concern for consumer and patient safety remains primordial.

Being one of the 115 members of GS1 Global, GS1 Mauritius has the experience and expertise to support the business community and public authorities to adopt GS1 Standards to implement traceability. As such, GS1 Mauritius brings in the best practices from around the world to be adapted to the local realities whilst ensuring that international standards are adopted.

In 2021, GS1 Mauritius will be hosting the GS1 MEMA (Middle East, Mediterranean and Africa) Regional Forum 2021, whereby GS1 Member Organisations from Sub-Sahara, Middle East, Gulf Cooperation Council and Maghreb regions will meet to further share the best practices implemented in the region. It will also be an opportunity for the Mauritian business community to be apprised of GS1 Standards adoption and best practices as well as to network with the African counterpart.

Since GS1 Mauritius firmly believes that traceability is vital, consultancy services are being provided to business operators in various sectors to implement GS1 Traceability Solutions to reap the multiple benefits of adopting GS1 Standards whilst ensuring consumer and patient safety.

The MCCI and GS1 Mauritius have always provided the necessary support to bring micro, small and medium enterprises (MSMEs) to the next level as MSMEs are also the engine of development and are necessary stakeholders in the supply chain eco-system since they are also suppliers to larger firms. With over 80% of GS1 Mauritius members being MSMEs, GS1 Mauritius has secured Public-Private Partnerships with two public authorities, namely SME Mauritius Ltd and Small Farmers Welfare Fund, to assist MSMEs based in Mauritius and Rodrigues to join the supply chain with best international traceability standards and practices.

While 2020 is a year of disruption making traceability imperative, GS1 Mauritius, as a reliable and neutral partner, is committed to assisting business operators and public organisations reduce costs and gain efficiencies whilst ensuring consumers' and patients' safety and security.

*Fazlee Dhuny
Business Development Specialist*

In 2021, GS1 Mauritius will be hosting the GS1 MEMA (Middle East, Mediterranean and Africa) Regional Forum 2021, whereby GS1 Member Organisations from Sub-Sahara, Middle East, Gulf Cooperation Council and Maghreb regions will meet to further share the best practices implemented in the region. It will also be an opportunity for the Mauritian business community to be apprised of GS1 Standards adoption and best practices as well as to network with the African counterpart.

The MCCI and GS1 Mauritius have always provided the necessary support to bring micro, small and medium enterprises (MSMEs) to the next level as MSMEs are also the engine of development and are necessary stakeholders in the supply chain eco-system since they are also suppliers to larger firms. With over 80% of GS1 Mauritius members being MSMEs, GS1 Mauritius has secured Public-Private Partnerships with two public authorities, namely SME Mauritius Ltd and Small Farmers Welfare Fund, to assist MSMEs based in Mauritius and Rodrigues to join the supply chain with best international traceability standards and practices.

Barcode Registration Scheme Signature d'un Protocole d'accord entre la MCCI et SME Mauritius



Légende : De gauche à droite
Guillaume Hugnin, président de la MCCI et président du Conseil d'Administration de GS1 (Mauritius) Ltd,
Ravin Rampersad, CEO, SME Mauritius, Namita Jagarnath Hardowar, vice-présidente de la MCCI, et
Dr. Yousof Ismaël, secrétaire général de la MCCI

Un protocole d'accord a été signé entre GS1 Mauritius, compagnie subsidiaire de la MCCI et SME Mauritius le jeudi 12 novembre 2020.

L'objectif de cet accord est de faciliter l'accès à la codification des produits pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPMEs). L'accord a été signé par le Secrétaire-Général de la MCCI, le Dr Yousof Ismaël, et le CEO de SME Mauritius, Mon Ravin Rampersad en présence du Président et de la Vice-Présidente de la MCCI, Mon Guillaume Hugnin, et Mme Namita Jagarnath Hardowar respectivement.

Le Barcode registration Scheme a en effet été repensé. À travers ce nouveau plan, un soutien financier de SME Mauritius sera offert aux entrepreneurs dans leurs démarches pour l'obtention de codes-barres GS1. Cela leur ouvrira l'accès à d'autres marchés, que ce soit à Maurice ou à l'étranger, tout en améliorant leur compétitivité sur le plan opérationnel.

Grâce à ce nouveau plan, SME Mauritius s'engage à financer la totalité des frais d'enregistrement et de formation ainsi que les cotisations annuelles, pour une période de trois ans, pour toutes les entreprises éligibles ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à Rs 2 millions. Pour celles dont le chiffre d'affaires annuel

ne dépasse pas Rs 10 millions, SME Mauritius contribuera au paiement de ces frais à hauteur de Rs 16 000. Ce soutien financier leur permettra d'investir pour rester compétitives, et franchir un nouveau cap de leur développement.

" À travers ce partenariat avec SME Mauritius, nous voulons aider les MPME à acquérir des codes-barres GS1 afin qu'elles puissent distribuer leurs produits à travers leur réseau d'approvisionnement et surtout, bénéficier des avantages qu'offrent les GS1 Standards. Cela facilitera non seulement l'accès à certains marchés, notamment étrangers, mais aussi la mise en place de solutions de traçabilité. Au-delà des codes-barres, GS1 offre également une belle visibilité à ses membres et à leurs produits à travers le monde.

Compte tenu de la conjoncture actuelle, il ne fait aucun doute que les MPME ont un rôle important à jouer. D'ailleurs, la MCCI a initié d'autres projets en faveur des PME. La semaine dernière, nous avons signé un protocole d'accord avec le Haut-Commissariat britannique pour soutenir les PME en matière d'énergie solaire. Nous sommes heureux de partager notre savoir-faire et expérience afin d'aider

les petites entreprises à intégrer le secteur formel et encourager les petites entreprises à accéder aux facilités qui leur ont été offertes à travers le discours budgétaire 2020-2021.

La MCCI agit comme un facilitateur pour promouvoir l'entrepreneuriat et aider, autant que possible, à la mise en œuvre des mesures budgétaires destinées à la communauté des affaires», soutient Guillaume Hugnin, président de la MCCI et de GS1 (Mauritius) Ltd.

« Ce partenariat correspond à la vision de SME Mauritius de faire des PME un moteur de la croissance économique. Ce plan de soutien fait partie des différentes subventions que SME Mauritius met à la disposition des MPME pour les aider à accroître leur visibilité. Depuis sa mise en place en 2018 par le ministère des PME, ce plan a permis à plus de 130 entreprises de devenir membres de GS1, leur permettant de ce fait de bénéficier de codes-barres. Je salue GS1 (Mauritius) Ltd pour cette collaboration qui participe au succès des produits mauriciens. Nous invitons les entrepreneurs à s'enregistrer auprès de SME Mauritius pour bénéficier de ce soutien financier », souligne Ravin Rampersad, Chief Executive Officer de SME Mauritius.

Ce partenariat public-privé cadre avec la mesure budgétaire qui consiste à réserver 10 % des espaces sur les étagères des supermarchés aux produits locaux. Cela vise à encourager les consommateurs locaux à les acheter, et ainsi promouvoir le savoir-faire des entreprises mauriciennes. Dans le contexte actuel, il est primordial de soutenir la production locale, ce qui créera les conditions pour une reprise de l'économie.

Opérant sous l'égide de la MCCI depuis 25 ans, GS1 (Mauritius) Ltd délivre des codes-barres en utilisant le code pays (609), ce qui a donné l'opportunité à différents opérateurs économiques dans des secteurs clés d'ouvrir les portes de nouveaux marchés. Outre les supermarchés et hypermarchés locaux, plusieurs produits ont obtenu leur « visa » pour des marchés étrangers grâce à ce dispositif.

Tax free shopping hit hard by Coronavirus pandemic

MCCI Tax Refund counter registers a 73% drop in number of transactions for first ten months of 2020, compared to the same period in 2019, impacted by a 74% decline in tourist arrivals.

Though there is a lack of clarity for the future, there are indications that as borders re-open and effective vaccines become available, international tourism will start to pick up as from the second semester of 2021 providing opportunities to countries that are Covid safe and a digitalized infrastructure for shopping and tax refund.



The MCCI Tax Refund Counter at the airport has been thriving like never before since 1996, with record number of transactions in 2018 and 2019. However, year 2020 has proved to being disastrous to the tourism and Tax free shopping(TFS) as the world is badly hit by the Covid-19 pandemic and this has adversely impacted the activities of the Tax Refund Counter.

Major drop in tourist arrivals from key markets

Tourist arrivals dropped by 74% for the period January-October 2020 when compared to 2019. The latest data from the World Tourism Organization (UNWTO) show a 70% fall in international arrivals for the first eight months of 2020. According to the United Nations specialized agency, demand for travel remains largely subdued due to the ongoing uncertainty about the pandemic and low confidence. Based on the latest trends, UNWTO expects an overall drop

close to 70% for the whole of 2020. This represents an unprecedented decrease, as countries around the world, including Mauritius, closed their borders and introduced travel restrictions in response to the pandemic.

Nationals from eight countries represent a 70% share in Tax Free Shopping (TFS) in Mauritius. Amongst them, five countries, namely France, India, South Africa, Germany and United Kingdom, are amongst the top 15 countries worst hit by Covid19. Out of the remaining three: Reunion

has experienced over 100 daily cases, China around 30 average daily cases and Madagascar over 100 weekly cases during the first week of November 2020. Many European countries, our major tourism market, are deep in the second wave with lockdown or re-confinement measures.

Although, safe and responsible international travel is now possible in many parts of the world, it is still unsure as to when these countries will open up to international destinations again. Moreover, despite the phased reopening of borders in Mauritius since 01 October 2020, a marked improvement in the number of tourist arrivals may take at least six months, if not longer.

TFS retail sector largely impacted

The retail sector is a key major player in Tax Free Shopping (TFS) in Mauritius. As at March 2020, our network of shops in TFS amounted to more than 1200. COVID-19 has dramatically disrupted the sector with many closures representing a 15% decrease in the number of operating shops. Government wage assistance schemes and support are crucial to this sector till Mauritius re-opens its borders.

Cruise ship tourism suffers acute travel restrictions worldwide

Mauritius is famous among world renowned cruise ships such as Queen Mary, Queen Elizabeth, Costa amongst others, visiting the country during the period January to April and October to December. In 2019, MCCI serviced 38 cruise ships for the handling of both tax tourist refunds and deliveries of Tax Free purchases. The number of transactions soared by 84% compared to 2018, with a greater number of cruise passengers claiming refunds and taking deliveries.

2020 set out to be very positive for our operations on board cruise ships with a 3.6% increase in the number of port transactions during the period January to April 2020 compared to same period in 2019, despite having no transactions in April 2020 due to lockdown. With the present travel restrictions, there will be no cruise ships till the end of the year.

There are still a lot of uncertainties as to when the travel restrictions for cruise ships will be lifted. We look forward on the gradual and

safe resumption of operations of cruise ships spearheaded by the UNWTO and International Maritime Organisation through an international agreed framework.

What can we expect for the future?

The key to re-start shopping tourism is to get ready when tourists can travel safely to Mauritius.

According to 2020 Passenger Confidence Tracker, a new global airline passenger survey by Inmarsat, that seeks to understand passenger attitudes to travel and flying in the wake of the coronavirus pandemic, 83% of passengers surveyed claim their travel habits will change – even once the pandemic has subsided and 31% say they will fly less. More importantly, 47% say they intend to fly again in the next six months and 65% of passengers expect to fly again in the next year.

Another survey by Global Blue (done in September 2020) indicate that long term prospects for Tax free shopping remain good despite the bad situation of 2020. The recovery of air passenger traffic is expected in 3 phases:

1.As international borders re-open and long-haul flights re-start under strict sanitary control (Phase 1) it is expected that 20-40% European travellers and 60-80% Asian travellers will resume travel.

2.In Phase 2 (end of the pandemic – successful treatment, vaccine or WHO declaration) there will be a gradual return to normal with 60-80% European travellers and 90-100% Asian travellers

3.A back to normal (Phase3) is not expected before 2024.

The change in habit will consist mainly in choosing the safest destinations, greater use of digital means with the main activity at the destination being shopping. Mauritius can position itself to tap the maximum of the passengers travelling. Being Covid safe is crucial to bring those travellers to the country and our past performance give us reasons for constructive optimism. Furthermore, digital technology will play an enhanced role in reassuring passengers that air travel is safe post COVID-19 outbreak whilst online shopping will become part of the “new normal”.

To that effect MCCI is investing in a new software that will achieve a

paperless TFS and enhance the visitor tax free shopping and tax refund experience at the airport. It will provide solutions for cashless refunds as well as a “Click and collect service” for TFS online shoppers. Customs will also be able to give approval for refunds electronically providing a hassle-free experience for visitors.

Anwar Kaidoo
Operations Manager

Nizla Mohamadhosen
Operations Officer

The change in habit will consist mainly in choosing the safest destinations, greater use of digital means with the main activity at the destination being shopping. Mauritius can position itself to tap the maximum of the passengers travelling. Being Covid safe is crucial to bring those travellers to the country and our past performance give us reasons for constructive optimism. Furthermore, digital technology will play an enhanced role in reassuring passengers that air travel is safe post COVID-19 outbreak whilst online shopping will become part of the “new normal”

TAX FREE SHOPPING FOR TOURISTS AND MAURITIANS*

UP TO

15%

SAVINGS

over
1200
registered
shops

* Tax Free purchases for Mauritians can only be collected at the airport upon international departure.

  203 4830

www.taxfreeshopping.mu

 **TAX REFUND**  **AIRPORT DELIVERY** 

L'accélération de la digitalisation de l'arbitrage international à la suite de la pandémie mondiale du coronavirus



Tout comme le « cygne noir » de Taleb^[1] qui ne s'annonce jamais, il semblait peu probable que les actuelles conséquences économiques, médicales et sociétales auraient pu être envisagées ne serait-ce qu'un an avant l'impact de la pandémie mondiale du coronavirus (2019-nCov ou la COVID-19) en 2020, même si Bill Gates lors de sa conférence TED^[2] ou la Banque Mondiale^[3] avaient déjà eu des prémonitions.

Cette crise sanitaire mondiale nous a obligé de repenser notre mode de consommation, et de vie ainsi que notre façon de travailler. La digitalisation a considérablement transformé nos habitudes de travail afin de permettre une continuité, dans la mesure du possible, des activités économiques tout en essayant d'améliorer l'efficacité et le gain de temps et en diminuant certains coûts.

Les séminaires sont devenus des webinaires, les réunions de travail sont devenues des visioconférences. Il est indéniable que la majorité des échanges professionnels se sont digitalisés, même les audiences sont devenues virtuelles et l'arbitrage international n'a certainement pas échappé à cette modernisation digitale.

En effet, la COVID-19 a eu des conséquences importantes sur le déroulement des arbitrages, notamment sur le développement des audiences virtuelles qui se sont accélérées. Fréquemment louée pour sa célérité et son adaptabilité, la procédure arbitrale permet d'offrir une option de justice numérique pour les justiciables, tout en permettant, d'une part, l'ouverture de son champ d'application (avec la potentielle explosion de litiges en matière

commerciale et particulièrement en matière de bail commercial ainsi qu'en droit du travail, à condition que toutes les parties impliquées y consentent) et de mettre en avant, d'autre part, son efficacité, sa flexibilité et sa capacité de résilience.

La majorité des institutions arbitrales ont également mis en place des mesures d'adaptations et ont surtout renforcé leur processus de digitalisation afin de permettre à leurs utilisateurs d'entamer ou de poursuivre leur contentieux arbitral, notamment en recourant aux audiences virtuelles et aux plateformes de partage de documents conformes aux exigences de distanciation physique, afin de réunir virtuellement et de façon complètement interactive un grand nombre de participants situés dans des pays différents.

L'institution arbitrale de renommée mondiale, la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à Paris, a publié une note d'orientation sur les mesures possibles visant à atténuer les effets de la pandémie COVID-19 (« Note d'Orientation »), datée du 9 avril 2020, qui réitère les conseils pratiques dont les utilisateurs doivent se souvenir afin de mener à bien leurs procédures arbitrales. Cette Note d'Orientation^[4] rappelle les outils procéduraux dont disposent les parties, les avocats et les tribunaux pour atténuer les retards générés par la pandémie COVID-19 par une plus grande efficacité, et fournit des orientations concernant l'organisation des conférences et des audiences, y compris leur tenue par audioconférence, vidéoconférence ou autres moyens de communication similaires.

En outre, le e-filing des requêtes d'arbitrage n'aura jamais

été aussi utile, surtout si le règlement arbitral permet au requérant d'adresser sa requête d'arbitrage^[5] et ses annexes en version électronique. De même, plusieurs institutions permettent, grâce à leur règlement arbitral^[6], l'échange et la communication des pièces et documents dans le cadre d'une procédure en cours, soit par courriel soit par le biais de plateformes sécurisées de transfert, en particulier lorsqu'il s'agit de documents volumineux et/ou confidentiels.

Il est à noter que l'utilisation de la signature électronique et de l'envoi dématérialisé des sentences arbitrales ont permis à de nombreux dossiers arbitraux d'atteindre l'une des ultimes étapes du calendrier procédural étant donné qu'il était difficile de faire circuler la version papier signée par voie postale ou par coursier.

L'un des aspects majeurs que la digitalisation ait permis est sans nul doute le recours à des audiences virtuelles afin d'éviter au maximum des reports du calendrier procédural entraînant des retards injustifiés ou excessifs dans certains cas. Cependant, de nombreux paramètres (tels que les différents fuseaux horaires, les contraintes logistiques et informatiques, les services de retranscription et d'interprète, l'utilisation de pièces et le recours à des témoins et/ou experts durant l'audience) indispensables au bon déroulement des audiences doivent être prévus au préalable afin de garantir les principes fondamentaux en droit, tels que le droit de se défendre, le principe d'égalité et d'équité entre parties, ainsi que le principe du contradictoire et celui de la confidentialité.



confidentiel et fiable comme méthode de résolution de litiges.

D'ailleurs, le MARC (MCCI Arbitration and Mediation Center), créé en 1996, est un centre d'arbitrage international qui encourage la dématérialisation des échanges dans le cadre des procédures arbitrales, notamment grâce à son Règlement d'Arbitrage 2018^[10] qui a été rédigé, révisé et modernisé par une équipe d'experts en arbitrage international^[11].

Me Dipna Gunnoo
Directrice du MCCI Arbitration and
Mediation Center (MARC)
Avocat à la Cour, Paris / Barrister-at-law,
Mauritius

D'ailleurs, les paramètres de l'audience doivent être fixés dans un cyber-protocole afin que les parties et le tribunal arbitral puissent se mettre d'accord sur l'ensemble des mesures nécessaires tout en respectant les règles impératives et les règles de protection de données et d'informations confidentielles. A cet effet, l'une des initiatives les plus acclamées et complètes durant cette pandémie a été celle publiée par l'Académie Africaine d'Arbitrage.^[7]

De plus, la technologie audiovisuelle utilisée par de nombreuses plateformes électroniques permet une informatisation, partielle ou totale, des audiences arbitrales. Le tribunal arbitral peut ainsi utiliser et contrôler l'orientation de caméras rotatives afin de vérifier, d'une part, le nombre et l'identité des personnes présentes aux audiences mais également afin de contrôler, d'autre part, la présence et du rôle de potentielle personne se trouvant aux côtés de témoins qui peuvent aussi attester de l'environnement physique dans lequel ces derniers sont localisés. Ces plateformes ultra-performantes permettent non seulement à des groupes de participants, comme les représentants juridiques ou le tribunal arbitral lui-même, d'organiser des conversations privées en aparté (salle virtuelle de discussions privées) mais permettent également d'obtenir des options de transcription en temps réel pouvant même inclure le sous-titrage à l'écran.

Les recours à ces technologies ainsi que leur déploiement sont très prometteurs. Elles permettent non seulement aux parties de diminuer drastiquement les coûts liés aux audiences internationales et permettent même à certains centres arbitraux de proposer des services virtuels de qualité (qui étaient d'ailleurs parfois compliqués et onéreux à proposer en présentiel), tels que la traduction écrite en simultanée et la retranscription des audiences en direct.

Comme l'indique Grandville dans son ouvrage^[8], « à quelque chose malheur est bon » et il semblerait que cette pandémie mondiale permettrait au monde arbitral de gagner encore plus en efficacité, en gain de temps, en diminution des coûts (liés aux frais de déplacements des arbitres, avocats, experts, témoins, traducteurs entre autres) et en préservation de l'environnement (diminution du papier et de l'empreinte carbone entre autres).

Reste à savoir si le développement de cette technologie et de la digitalisation accélérée du processus arbitral seront plus fréquemment utilisés par les parties et par les centres arbitraux^[9] qui n'hésitent pas à améliorer et de mettre à jour leur règlement d'arbitrage afin de permettre et d'encadrer plus précisément le recours à ces outils virtuels pour le processus arbitral devienne encore plus efficace, rapide,

^[1] Théorisé par Nassim Nicholas Taleb, le cygne noir caractérise un événement peu probable aux conséquences considérables.

^[2] « La prochaine épidémie ? Nous ne sommes pas prêts », Conférence TED, Mars 2015 : https://www.ted.com/talks/bill_gates_the_next_outbreak_we_re_not_ready?language=fr#t-5384

^[3] Pandemic risk, O. Jonas, The World Bank, Background Paper, World Development Report, 2014: https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/HDN/Health/WDR14_bp_Pandemic_Risk_Jonas.pdf and « The Global Economic Effects of Pandemic Influenza », 14th Annual Conference on Global Economic Analysis, June 2011: <https://static.rms.com/email/documents/liferisks/papers/the-global-economic-effects-of-pandemic-influenza.pdf>

^[4] Note d'orientation sur les mesures possibles visant à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19, Cour Internationale d'Arbitrage, Chambre de Commerce Internationale, 9 avril 2020 : <https://iccwbo.org/content/uploads/sites/3/2020/05/guidance-note-possible-measures-mitigating-effects-covid-19-franais.pdf>

^[5] Voir l'article 4.1. du Règlement d'Arbitrage 2018 du MARC qui permet cette faculté de façon électronique : <https://www.marc.mu/en/rules>

^[6] Voir l'article 2.2. du Règlement d'Arbitrage 2018 du MARC qui permet la communication des pièces et documents par voie électronique.

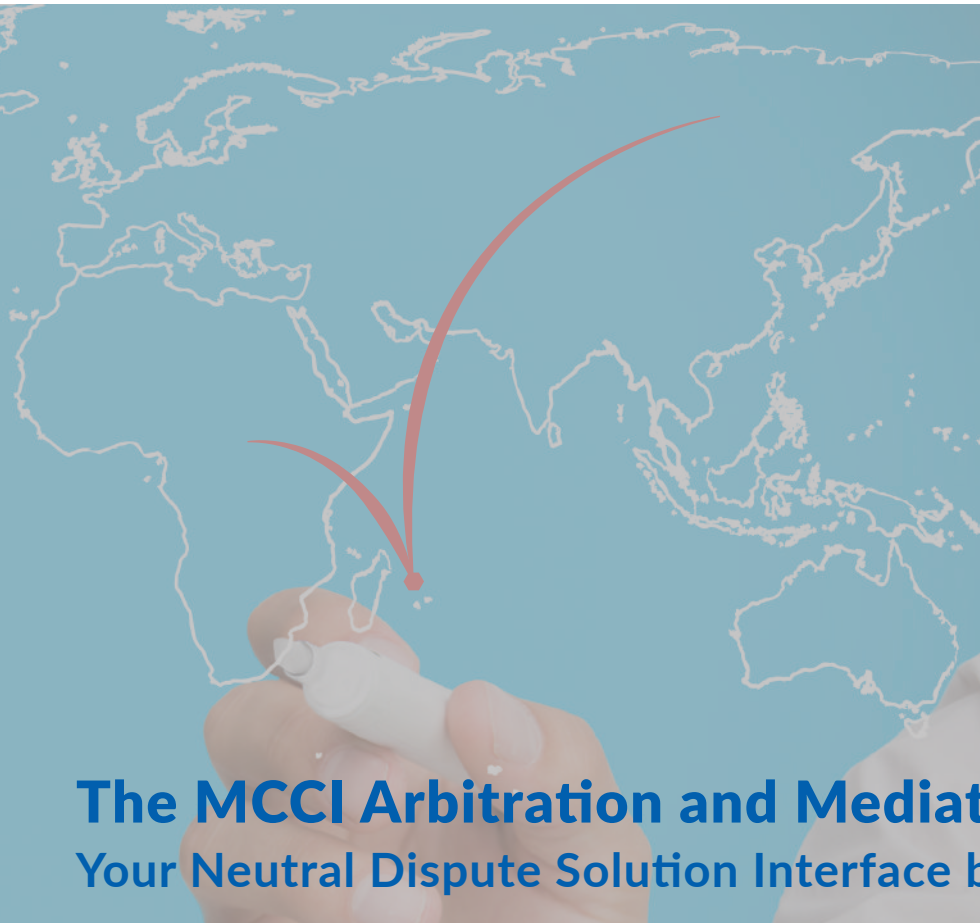
^[7] Africa Arbitration Academy Protocol on Virtual Hearings in Africa 2020, Africa Arbitration Academy : <https://www.africaarbitrationacademy.org/protocol-virtual-hearings/>

^[8] Cent proverbes, 1845.

^[9] Updates to the LCIA Arbitration Rules and LCIA Mediation Rules, 1 October 2020, London Court of International Arbitration: https://www.lcia.org/Dispute_Resolution_Services/lcia-arbitration-rules-2020.aspx, and ICC Rules of Arbitration 2021 to take effect on 1 January 2021, International Chamber of Commerce: <https://iccwbo.org/dispute-resolution-services/arbitration/rules-of-arbitration/rules-of-arbitration-2021/>

^[10] <https://www.marc.mu/media/25897/reglement-darbitrage-marc-2018-version-francaise.pdf>

^[11] Le Comité de rédaction de ce Règlement d'Arbitrage est composé de M. Neil Kaplan QC CBE SBS, Mme Cheng-Yee Khong, Dr Jalal El Ahdab et Dr Jamsheed Peeroo.

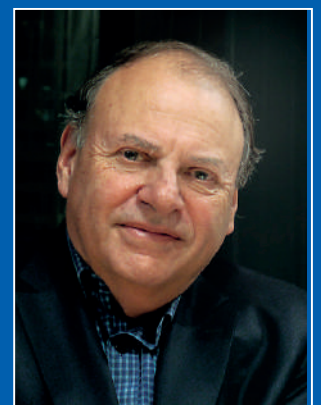


The MCCI Arbitration and Mediation Center (MARC)

Your Neutral Dispute Solution Interface between Asia and Africa

“Because we are close to Africa and to Asia, and a unique interface between those two continents, and because Mauritius has equally strong ties with Europe, America and Australia, MARC firmly believes that strengthening best practices in the field of dispute resolution can only promote cross-border trade and investment by making transactions more secure and predictable.”

Mr. Neil Kaplan CBE QC SBS
President of the MARC Court



Digitalisation of Services

Adopting Electronic Procurement in Mauritius

The e-PS is a web-based application hosted by the Government Online Centre that will enable all public bodies and suppliers to electronically conduct procurement proceedings from invitation to bid up to contract award. All state bodies have to be equipped with the neoteric e-PS platform by 31 December 2020 and it will become mandatory for all organisations as from 1st January 2021.



An unprecedented wave of global health crises is swamping billions of people who are presently living with the pullulating COVID-19 pandemic. In the wake of the ongoing life-saving strife, nations are grappling with another looming turmoil as governments strive to ensure constant access to medical equipment, maintain the functioning of health care systems, and keep the economy up and running as lockdown interventions unfold around the world.

In a situation characterised by scarcity of essential items coupled with time crunches, ensuring accountability and transparency through effective and open procurement processes are paramount. In addition, both the

public and private sectors in Mauritius are confronted with archaic and tedious operating procedures and a paucity of accurate records and data, preventing both sectors from being more responsive and less proactive. Thence, many entities believe and anticipate that COVID-19 is now spurring the pace of unbridled digital transformation in procurement processes.

As technology strides forth rapidly forging ahead towards transforming the digital landscape of the globe, the fundamental focus of businesses are propelled from whether electronic procurement would be appropriate to the needs of their organisations to how can they deploy e-procurement in the most effective and economical

manner so as to sustain and heighten profitability, productivity, quality of their services and commodities and most importantly coerce innovation.

The electronic procurement system, which is also known as the e-PS system, can be characterised generically as the process of purchasing or selling of merchandises and services through diverse electronic channels using the internet. The e-PS system is also being adopted as an alternative route for the insipid and dreary manual procurement processes. The e-PS software tool equips companies with a comprehensive and integrated overview and monitoring of all their purchasing activities, ranging from the purchase-to-payment (P2P) transaction cycle, strategic and

financial planning to supply chain management.

In the past, automated processes were the exclusive prerogatives of major agencies, but nowadays, both small entities and large conglomerates are embracing the e-procurement system as they have discovered that the system has outlived its positive attributes. Though, in a way, almost every business is known to have their own unique procedures, e-PS is implemented as a component of a wider business-process-management initiative.

COVID-19 has revealed the shortcomings that exist across different organisations regarding their capability to ensure full transparency of their suppliers. Employing e-PS offers inherent opportunities to curb inconsistencies that impede the process of acquiring business products and services, avoid fraudulent transactions and thus significantly curtail superfluous expenditures. Having the e-PS system on board drives the workforce towards the take-up of more productive and value-adding endeavours. For instance, employees are freed of the burden of spending valuable time and resources on low-value tasks.

Converting to e-procurement system will position companies to have a full overview of all aspects of the supply chain in near-real time, ultimately facilitating the ability to take appropriate and informed decisions regarding the mitigation of the impact that the pandemic. COVID-19 clearly showcased the discrepancy between digitally sophisticated and less digitally savvy organizations. While the requirements of each institution vary from one entity to the other, the transition to e-procurement is universally hailed as a promising first step towards a progressive and sustainable orientation. Streamlining operations and processes yield substantial up-front and long-term savings achieved at the outset and over time through continual improvements in cost-effectiveness

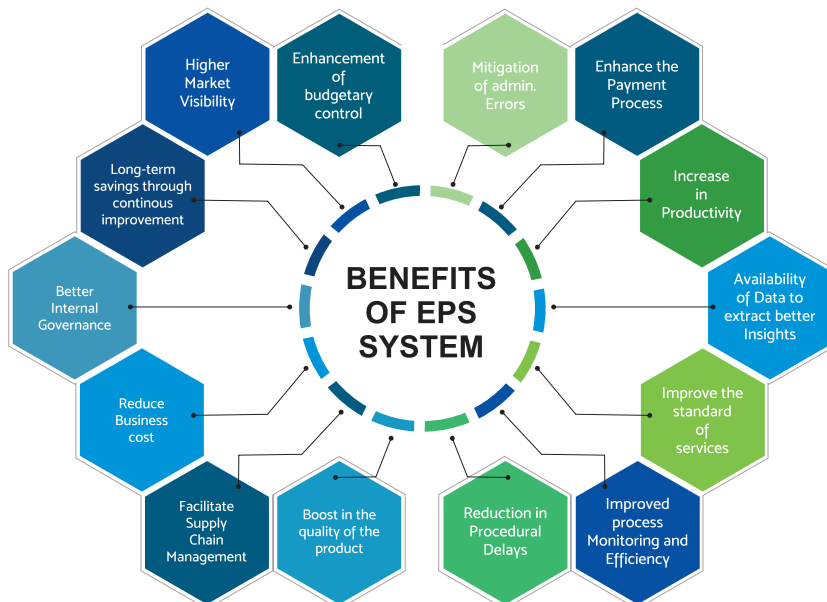


within the entities which adopted digitalised systems.

E-procurement can boost an organisation's pandemic recovery endeavour. Forward-looking companies will go a step further and completely reimagine what the function looks like to enhance the value that it can deliver through automation of processes like the e-PS. Investing in stronger, future-ready practices and capabilities will pay off in the short term, and help organisations emerge stronger and better prepared for any future crisis.

Rushaa Badaloo
Analyst

Legend:
The Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) embarked on an awareness campaign by hosting two workshops in September to sensitise its members regarding the functionalities of the new e-PS system. The objectives of the sessions were to advocate and encourage its members to adopt the digitalised procurement system to reap the associated privileges that the platform offers. The presentations also served to acquaint entities with the multifarious services that the Public Procurement Office (PPO) proposes.



170th Anniversary Celebrations

To celebrate its 170th anniversary, the MCCI organized a Gala Dinner on 26th February 2020 at the Trianon Convention Centre. The Guest of Honour on this occasion was the Prime Minister, Hon Pravind Kumar Jugnauth, who shared his economic vision with members of the business community present.



Left to right: Mr. Marday Venkatasamy, President of the MCCI, and his wife, Mrs. Veena Venkatasamy, Mr. Guillaume Hugnin, Vice-President of the MCCI and his wife, Mrs. Nathalie Hugnin, Mr. Barlen Pillay, Secretary General, MCCI and Dr. Yousouf Ismaël, Secretary General - Designate



The Prime Minister Hon Pravind Kumar Jugnauth, was greeted by the president of the MCCI, Mr Marday Venkatasamy.



Mr. Marday Venkatasamy, President, posing with the Prime Minister, Hon Pravind Kumar Jugnauth and the Past Presidents



Mr. Marday Venkatasamy, President, offering a gift to the Prime Minister, Hon. Pravind Kumar Jugnauth



Mr. Marday Venkatasamy, President, delivering his speech during the gala dinner.



Seniormost past president, Mr. Carrim Currimjee and his spouse, Veena.



Ou klike,
nou organize,
nou met ou
Serye!

Planifiez vos moments de détente en un seul clic !

Bien plus qu'une plateforme digitale 100 % locale, Kasnpoz s'adresse aux Mauriciens et vous propose de découvrir les richesses que notre belle île a à offrir, à travers une palette de bons plans et d'offres exclusives.

Hébergement • Découvertes • Day Package • Spa et bien-être • Restaurants • Événements • Voyages • Wedding planner

T. (+230) 460 22 22 / 5 729 91 55 / 5 984 91 55 E. reservation@kasnpoz.mu

www.kasnpoz.mu  

BIZ PACK

ÇA RASSURE D'ÊTRE SOUTENUE EN TANT QUE PME

Vous êtes entrepreneur et votre PME est exposée à certains risques. Pour mieux les identifier et les gérer au quotidien, choisissez le Biz Pack proposé par MUA.

Biz Pack vous offre :

- une étude gratuite des risques
- des solutions préventives qui s'adaptent à vos besoins
- une flexibilité de paiement

Pour en savoir plus, appelez au 207 5500

Cette offre est soumise à conditions